

LE PARTENARIAT



Une coopération à taille humaine

2015

RAPPORT D'ACTIVITES

Pour un développement local, durable et solidaire



SOMMAIRE

Remerciements	Page 4
Présentation de l'Association.....	Page 5
Le Pôle Coopération.....	Page 6
Les Projets au Sénégal.....	Page 7
<i>Thématique 1 - Gouvernance Locale.....</i>	<i>Page 8</i>
<i>Thématique 2 – Education.....</i>	<i>Page 10</i>
<i>Thématique 3 – Santé.....</i>	<i>Page 15</i>
<i>Thématique 4 – Environnement.....</i>	<i>Page 17</i>
Les Projets au Maroc.....	Page 23
<i>Thématique 1 - Education.....</i>	<i>Page 24</i>
<i>Thématique 2 : Appui à la Commune d'El Aounate.....</i>	<i>Page 26</i>
<i>Les Projets en Guinée.....</i>	<i>Page 28</i>
<i>Missions exploratoires.....</i>	<i>Page 29</i>
Le Pôle Education au Développement.....	Page 31
Développer et améliorer les activités d'ECSI	Page 33
ECSI et dynamique territoriale	Page 42
Revue de Presse.....	Page 53

REMERCIEMENTS

Nos actions et réalisations en France, au Sénégal et au Maroc sont le fruit des concertations et des collaborations avec différents acteurs : institutionnels, associatifs, universitaires, etc. Nous tenons à remercier tous ces partenaires pour leur confiance et leur soutien à l'égard des projets que nous menons :

♦ En France

Le Ministère des Affaires Etrangères – L'Agence Française de Développement- Le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais - Le Conseil Départemental du Nord – Le Conseil Départemental du Pas de Calais - Le Conseil Départemental des Yvelines la Métropole Européenne de Lille - la Ville de Lille - Ville de Saint-Laurent-Blangy – La Communauté d'Agglomération de Saint-Omer – Le Secrétariat Général aux Affaires Régionales (Préfecture du Nord)- Lianes coopération – France Volontaires- Cités Unies France - Fondation de France – Le Rectorat de Lille – L'Inspection Académique du Nord – Le Centre Régional de Documentation Tiers-monde – L'Agence de l'Eau Artois Picardie – Educasol - UNESCO- Ademe- Caisse d'Epargne Nord France Europe - Espaces Naturels Régionaux- EDF- Eaux du Nord – Le Fonds de Dotation Itancia - Citéos- ABEJ - IDDR- Association la Voûte Nubienne – Le GRET – Le GERES – le PS-Eau

♦ En Europe

Commission Européenne (EuropeAid) - Studio Globo- Leeds Development Education Center- Partners Poland- Partners Czech Republic.

♦ Au Sénégal

Service de Coopération et d'Action Culturelle - Conseil Régional de Saint Louis – Conseil Régional de Matam - Région Médicale de Saint Louis - Commune de Saint Louis - Inspection d'Académie de Saint Louis et de Matam – Service Régional d'Action Sociale - Agence Française de Développement - Association Ardèche Drôme Ourosogui (ADOS) - Agences Régionales de Développement (Région de Saint Louis et de Matam) - Agence de Développement Communal (Saint-Louis) - Communes et Communautés Rurales de la Région de Saint Louis et de la Région de Matam- Collectif des enseignants de Saint-Louis.

♦ Au Maroc

La Région de Doukkala Abda- Ministère de l'Education Nationale – Ministère de la Jeunesse et des Sports – Initiative Nationale pour le Développement Humain – Commune Urbaine de Safi - Délégation Régionale du Secrétariat à l'Eau et à l'Environnement – Délégation provinciale de Safi du Ministère de l'Education Nationale – Délégation Régionale de Safi du Ministère de la Santé

Nous remercions enfin tous les membres de l'Association sans qui toutes les réalisations n'auraient pas abouti.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Le Partenariat est une association (loi de 1901) créée en 1981 suite au jumelage entre deux villes : Lille et Saint-Louis. Rapidement, elle devient opérateur de coopération entre les collectivités du Nord (Conseil Régional Nord Pas de Calais, Conseil Général du Nord, Commune de Saint Laurent Blangy) et les collectivités de la Région de Saint Louis au Sénégal. Très vite, l'association a souhaité faire évoluer ses actions afin de répondre de manière efficace aux besoins et aux attentes des populations locales. Différents programmes d'actions ont ainsi pu émerger, encadrés sur place par des volontaires. Après 32 années d'existence, l'association, qui est toujours présente dans la ville de Saint-Louis, a développé des activités dans toute la Région de Saint-Louis et depuis 2010 dans la Région de Matam. Depuis 2007, elle intervient également dans la Région de Doukkala-Abda au Maroc.

Le rôle du Partenariat en tant qu'association de Solidarité Internationale est de participer à la mobilisation de différents partenaires institutionnels, techniques ou financiers et de catalyser les initiatives entre le Nord et le Sud. Elle organise dans le Nord-Pas de Calais des actions de sensibilisation à la citoyenneté internationale mais également à la mondialisation et au développement durable. Pour promouvoir cette mission, elle a créé le centre Gaïa, véritable espace d'immersion et d'animation à destination du grand public et plus particulièrement des enfants.

Sur l'ensemble de ses territoires d'intervention, l'association met en œuvre des programmes de développement socialement responsables et respectueux de l'environnement. En vue de parvenir à développer « une coopération à taille humaine sur un territoire délimité », valeur clé de l'association, le Partenariat s'est fixé différents objectifs :

- ♦ La promotion du **développement des pays du Sud** dans un esprit de réciprocité ;
- ♦ **Susciter et encourager les échanges** entre les collectivités du Nord-Pas de Calais et celles du Sud, dans un esprit de partenariat et d'échanges ;
- ♦ **Pratiquer et favoriser l'Education au Développement** au Nord et au Sud ;
- ♦ Développer entre les populations, les associations locales, les groupements sociaux et les collectivités locales et territoriales des pays du Sud et de la Région Nord-Pas de Calais, **des relations privilégiées et des échanges** en matière d'éducation, de santé, de culture, d'économie, de gestion municipale, de développement des quartiers, d'urbanisme, d'action sociale, de tourisme et de sport ... et de réaliser un échange permanent d'informations et d'expériences ;
- ♦ Développer et **mettre en œuvre des formations professionnelles** qualifiantes et non qualifiantes dans les domaines suivants : Education au Développement, Développement durable, inter-culturalité, citoyenneté internationale, insertion et maintien dans l'emploi et dans tout autre domaine en lien avec les valeurs de l'association ;
- ♦ Intégrer dans les activités la **dimension mondiale et locale du développement durable** en démontrant que les enjeux sont liés, et qu'ils concernent tous les habitants de la planète.

LE POLE COOPERATION

Le Partenariat développe ses programmes au Sénégal, au Maroc et en Guinée en agissant dans le cadre de politique locale en matière de développement des territoires. Son intervention cible prioritairement les collectivités locales et les services techniques en charge de la mise en œuvre des politiques publiques.

Une méthodologie :

Le Partenariat prône une démarche d'intervention bien spécifique :

- ♦ Diagnostic concerté des besoins et des réponses, évaluation (identification, élaboration, mise en œuvre, évaluation)
- ♦ Réalisation :
 - Travail en réseau
 - Des programmes placés sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ;
 - Responsabilisation et mobilisation des compétences des structures locales ;
 - Renforcement de capacités des partenaires locaux (dans le cadre de la décentralisation) ;
 - Mobilisation des ressources locales
 - Promotion de la démocratie participative ;
- ♦ Evaluation.

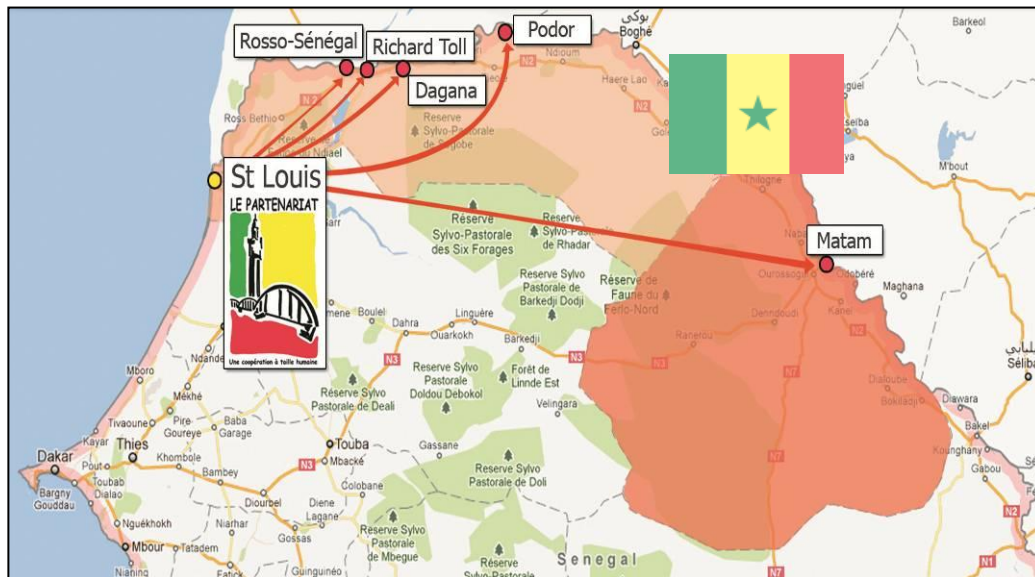
Une action à long terme :

La coopération, afin de réaliser son objectif de structuration des acteurs locaux, a besoin d'être engagée sur du long terme. Comme tout processus, il y a des évolutions dans les relations et les actions qui se développent entre les partenaires, mais toujours ce besoin de continuité.

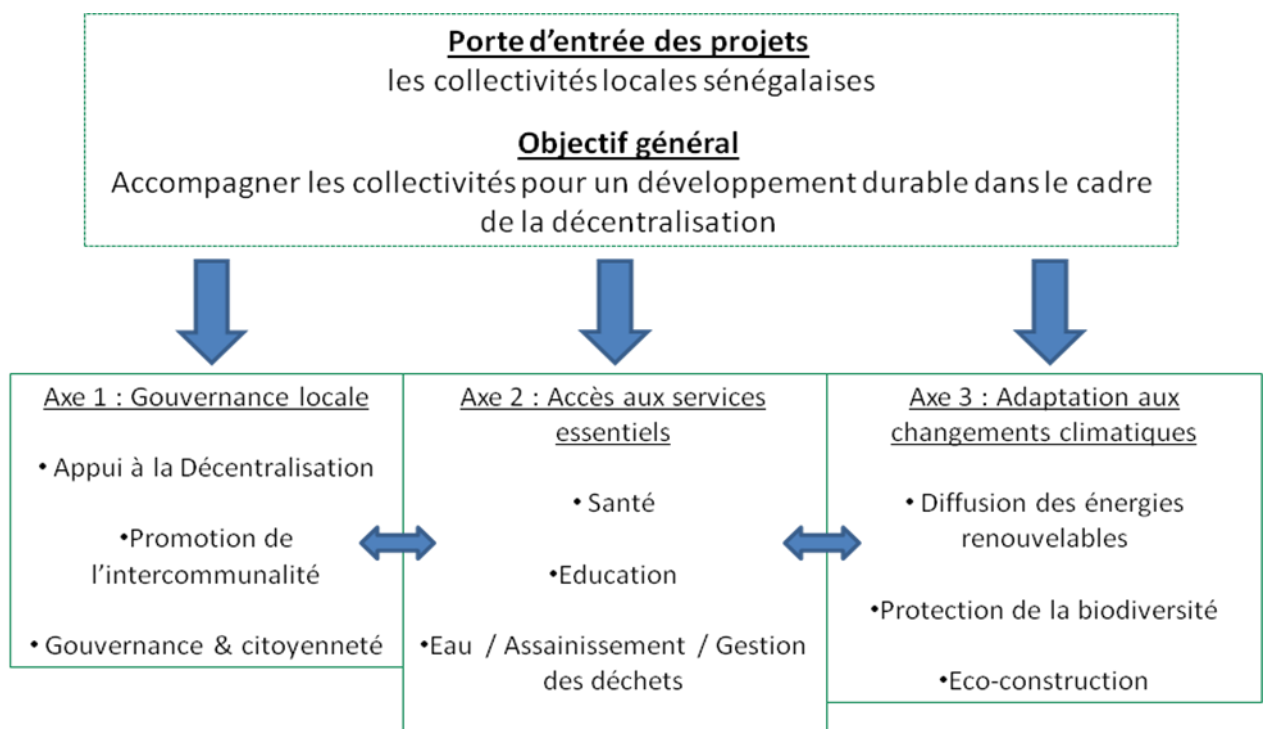
Le Partenariat mobilise une équipe permanente dans chaque pays de son intervention : France, Sénégal, Maroc et Guinée. En outre, cela permet de créer du lien et de faciliter les relations entre les acteurs.

La Coopération avec le Sénégal

Zones d'intervention :



Thématiques et cadre d'intervention du Partenariat au Sénégal :



Axe 1 : Gouvernance Locale

Appui institutionnel aux collectivités locales du département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée - Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : Œuvrer pour un développement local, participatif et durable des Collectivités Locales du Département de Dagana.



Appui institutionnel au Groupement d'Intérêt Communautaire

→ Le renouvellement des instances du GIC :

Le groupement intercommunal des collectivités locales du département de Dagana est un exemple d'intercommunalité qui a fait ses preuves et mérite une attention particulière dans ce contexte de réformes institutionnelles : acte 3 de la décentralisations. Son ancrage institutionnel et son organisation politique et technique en font un instrument pertinent dans le portage du développement territorial. En effet, avec la participation effective des 11 communes du département de Dagana, le GIC est un exemple de démocratie participative incontestable.

La deuxième session extraordinaire du GIC de Dagana s'est tenue le Samedi 28 Janvier 2015 à partir de onze heures à la mairie de Richard- Toll sous la supervision de Mr. Moustapha Ndiaye Préfet du département de Dagana et la présidence de Madame Anta Diop NIANG.



→ Mise en place de Commissions thématiques et d'une feuille de route :

Sur le plan technique, disposant d'un BASIC (bureau d'appui à la solidarité intercommunale et à la coopération) comme bras technique avec des agents pour l'exécution des charges opérationnelles, le GIC assure le maillage territorial et la prise en main des questions de développement à travers l'identification de commissions thématiques innovantes qui sont:

- Gouvernance et Développement Economique Locale
- Développement Durable et Environnement
- Patrimoine et Tourisme
- Service Sociaux de base
- Coopération, Communication et Cellule Numérique

Axe 1 : Gouvernance Locale

Bonne Gouvernance et renforcement des capacités communales

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : Ce programme a pour but de soutenir la commune de Rosso dans l'appropriation et la maîtrise de ses compétences décentralisées, et de favoriser la mise en œuvre de son plan d'investissement communal.



Renforcement des capacités de la Commune de Rosso

→ Formation des acteurs locaux sur la gestion de la Municipalité :

Dans le cadre des programmes triennaux de coopération décentralisée entre la Commune de Rosso et la Ville de Saint Laurent Blangy, une formation des acteurs locaux sur la gestion de la municipalité a été initiée dans le but d'outiller l'ensemble du Conseil municipal de Rosso en vue d'une meilleure prise en charge des missions qui lui sont assignées.

Cette session de formation cible les conseillers municipaux de Rosso. La session de formation a ainsi vu la participation de 46 conseillers municipaux dont 23 femmes, 10 délégués de quartiers et un représentant des services techniques.



➤ OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Renforcer la capacité organisationnelle des conseillers municipaux ;
- Responsabiliser les conseillers municipaux face aux défis qui les attendent ;
- Susciter un nouveau type d'élu qui participe activement à la gestion de sa commune avec une maîtrise des domaines de compétences ;
- Renforcer l'animation des instances des organes du Conseil municipal ;
- Accroître l'appropriation des rôles et des responsabilités du conseiller municipal ;
- Doter les conseillers de connaissances nécessaires pour une meilleure prise en charge des missions assignées ;



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels - Education

Accès à l'éducation secondaire – Département de Dagana

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectifs :

- Améliorer les conditions d'accès par la construction et la réhabilitation de salles de classe et l'équipement.
- Former des CGE, les personnels, les chefs d'établissements pour une meilleure gestion.
- Mieux impliquer les acteurs dans le processus de développement durable.



Construction et réhabilitation d'infrastructures scolaires

→ Construction du Collège de Taba Darou Salam

Le GIC de Dagana, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions éducation 2014, a retenu la construction du Collège de Taba Darou Salam comme une priorité, pour l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves de la Communauté rurale de Dama et précisément du CEM. Une action soutenue financièrement par le Conseil Général du Nord avec un co-financement du Ministère Français des Affaires Etrangères et Européennes.

Le projet prévoit :

1) Un volet construction et finition

- Construction de 3 blocs de 2 salles de classes,
- Construction d'un bloc de 8 box,
- La réhabilitation du bloc administratif
- L'accès à l'eau potable et assainissement

2) Un volet accompagnement

- Les conditions climatiques au sein des bâtiments, l'organisation de détails des bâtiments,
- Les externalités du site, accès à l'eau et l'électricité dans un objectif de consommation minimum,
- L'assainissement et le traitement des déchets,
- Les conditions de santé et de soins du personnel et des élèves,
- L'environnement naturel du collège (Arbres d'ombrage, plantation de haie brise vent...).
- Formation du CGE sur les modalités de gestion administrative et financière,
- Formation du CGE à l'entretien et à la maintenance des infrastructures.



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels - Education

Amélioration des Conditions de Scolarisation – Commune de Rosso

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Commune de Saint Laurent Blangy et Commune de Rosso

Objectif : La finalité du programme est de soutenir la commune de Rosso dans le suivi et la mise en place de projets de territoire en matière d'éducation.



Accompagnement et soutien de la case des tout-petits

→ Appui à l'animation de la CTP de Rosso

- Activités nutritionnelles en faveur des tout-petits de Rosso (187 enfants)
- Renforcement de capacités du Comité de gestion de la case de Rosso.
- Dotation de matériels informatiques à la CTP de Rosso.
- Equipement d'une salle informatique à la CTP de Rosso (Direction de la petite enfance).



→ Construction de l'école élémentaire de Ndiandiou

- Construction de l'école élémentaire de Ndiandiou – 46 élèves.
- Un bloc sanitaire à 4 box et Un mur de Clôture,
- Adduction d'eau (en étude) et 1 salle de classe.



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels – Eau et Assainissement

Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence Française de Développement

Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires, l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base. Et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Le déficit en matière d'infrastructures du secteur de l'éducation a conduit à la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention s'inscrivant dans le cadre des politiques nationales. Le but étant de **contribuer à améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles** : ici, de la région de Saint-Louis et de Matam.

Le programme a permis de toucher 62 écoles entre 2012 et 2015 et de toucher 6 873 élèves et 265 enseignants.



Organe de pilotage et de coordination du programme



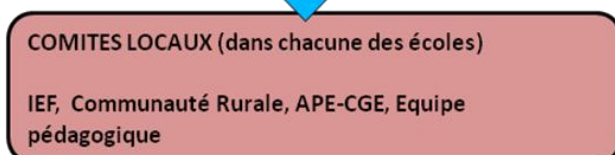
Le Programme d'Accès à l'eau en Milieu Scolaire – PAEMS: Méthodologie



Sous maîtrise d'ouvrage du Conseil régional: suivi du programme à l'échelle régionale, articulation avec les programmes en cours, études des besoins en eau et assainissement dans le secteur de l'éducation



Comités opérationnels de validation, lancement, bilan des interventions dans les écoles du département



Durant la durée de l'intervention dans l'école, assure le suivi local du chantier, des sensibilisations et du volet accompagnement. A cet effet, une convention est signée dans chaque école.

Accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles

Au cours de l'année 2015/2016 **23 écoles** ont bénéficié d'une intervention

Proposition de pack intégré au sein d'une école

Volet 1 : Réalisation d'infrastructures

- ♦ Construction d'un bloc de 4 Box - latrines (séparation filles/garçons)
+ 1 Box – latrine pour les enseignants
- ♦ Construction d'une borne-fontaine
- ♦ Construction d'une clôture grillagée

Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement

- ♦ Sensibilisation des élèves EHA / Environnement
- ♦ Formation des acteurs à l'entretien et à la maintenance
- ♦ Sensibilisation à la scolarisation des enfants
- ♦ Renforcement des compétences du Comité de Gestion d'Etablissement
- ♦ Formation des enseignants EHA/Environnement

Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement

- ♦ Reboisement du site et réalisation d'une haie vive
- ♦ Accompagnement d'un micro projet environnemental



PAEMS SENEGAL - Tranche 3 : DETAILS DES INTERVENTION									ACTIONS REALISEES				
Région	Departement	Commune	Ecole	fiche diagnostic	nb enseignants	nb filles	nb garçons	Total élèves	Adduction d'eau	Assainissement + Bornes fontaines	2ème robinet	Clôture	Reboisement
Saint-Louis	Saint-Louis	Gandon	Keur Abdou Dia	ok	8	56	60	116	Adduction d'eau à partir du réseau de la SDE	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	Cloture de 260 ml	Reboisement
			Rao 2	ok	8	90	76	166	Adduction d'eau à partir du réseau de la SDE	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 318 ml	Reboisement
			Mbaylar	ok	4	42	36	78	Adduction d'eau à partir du réseau d'eau potable de la zone	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	Cloture de 260 ml	Reboisement
		Gandiol	Gouye Réne	ok	4	46	72	118	Adduction d'eau à partir du réseau de la SDE	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 175 ml	Reboisement
			Taré Banda	ok	3	22	37	59	Adduction d'eau à partir du réseau d'eau potable de la zone	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	Cloture de 200 ml	Reboisement
		Dagana	Rosso	Ndiandjou	ok	1	16	30	46	Adduction d'eau à partir du réseau de la SDE	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	Cloture de 200 ml
	Podor	Fanaye	Déguembéré	ok	3	54	32	86	Reserve d'eau potable à renouveler	Construction d'un BS de 03 box	fut de potabilisation		
		Dodel	Gawdy Goffy	ok	4	79	38	117	Adduction d'eau à partir du réseau AICHA	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 380 ml	Reboisement
		Dourmga Lao	Koga	ok	3	67	27	94	Adduction d'eau à partir du réseau AICHA	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	Reboisement
			Sinhiou Penaka	ok	2	44	30	74	Adduction d'eau à partir du réseau AICHA	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	Reboisement
			Diaga Awgali	ok	4	124	30	152	Adduction d'eau à partir du réseau AICHA	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	Reboisement
Total Région Saint Louis	3	7	11	44	640	468	1106	10 AEP / 1 potabilisation	43 box sanitaires fonctionnels / 10 BF	10 robinets	10 clôtures	10 reboisements	
Matam	Matam	Nabadij Civoi	Nima	ok	6	90	70	160	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 240 ml	reboisement
		Bokdiawé	Diolol Diaoubé	ok	5	55	60	115	A partir du reseau AEP du village	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	mur de cloture existant	reboisement
		Bokdiawé	Saré Coura Diallobé	ok	3	58	22	80	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	reboisement
		Bokdiawé	Kiriré	ok	4	76	56	132	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	clôture de 250 ml	reboisement
		Ogo	Dopéré	ok	6	62	36	98	longue extention 1300m	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	mur de cloture existant	reboisement
			Kawel Gallyabé	ok	2	27	27	54	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	reboisement
	Kanél	Orkadière	Bapalél	ok	7	131	60	191	point d'eau à l'école	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	mur de cloture existant	reboisement
		Orkadière	Ainoumadi	ok	4	42	21	63	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Clôture de 336 ml	reboisement
		Ndendory	Barmathial	ok	6	143	55	198	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Clôture de 292 ml	reboisement
		Ndendory	Séno Palél	ok	3	24	33	57	A partir du reseau AEP du village	Réhabilitation du BS x 4 box + BF	Réalisé	Cloture de 250 ml	reboisement
		Sinhiou Bamambé	Sinhiou Bamambé	ok	3	33	35	68	A partir du reseau AEP du village	Construction d'un BS de 04 box + BF	Réalisé	Cloture de 200 ml	reboisement
	Ranérou	Oudalaye	Darou Khairy	ok	1	8	10	18	longue extention 2800m	Raccordement d'un BS existant et BF	Réalisé	mur de cloture existant	reboisement
	Total Région Matam	3	7	12	50	749	485	1234	2 extensions AEP / 2 BF villageoise / 9 AEP	44box fonctionnels / 12 BF	12 robinets	8 clôtures	12 reboisements
Total général	6	14	23	94	1389	953	2340	2 extensions AEP / 2 BF villageoise / 19 AEP / 1 potabilisation	87 box fonctionnels / 22 BF	22 robinets	18 clôtures	22 reboisements	

Sensibilisation des élèves à l'hygiène, l'assainissement et à l'environnement

Les objectifs :

Sensibiliser les élèves, les enseignants et le milieu sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement, d'environnement et de développement durable.

Les actions de sensibilisation peuvent toucher plusieurs thématiques :

- ♦ Les thématiques de l'eau, l'hygiène et la prévention des épidémies.
- ♦ Le développement durable et l'éducation environnementale.

Méthodologie :

Les actions de sensibilisation sont organisées par les services techniques avec l'appui du Partenariat.

Les services techniques mobilisés sont :

- ♦ Les services de l'hygiène pour les sensibilisations sur l'eau et l'hygiène (en général 2 par école : une première dès la fin de la réalisation des infrastructures, une seconde entre 6 à 12 mois après),
- ♦ Les services de l'Environnement et des établissements classés pour les actions de sensibilisation
- ♦ sur l'environnement.



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels - Santé et Action Sociale

Amélioration des conditions d'accès aux soins

Cadre d'intervention : Coopération Décentralisée – Conseil Général du Nord et Département de Dagana

Objectif : Améliorer les conditions socio sanitaires des populations et le développement de la santé dans le cadre d'une concertation active entre les différents acteurs dans le système de santé local.



Amélioration des conditions d'accès à la Santé

→ Construction du poste de Santé de Mbane

Identifiée comme une priorité par la sous commission santé et action du GIC et validée par l'AG, la construction du poste de santé de Mbane de la Case de Santé de Pakh a été une sollicitation du District sanitaire de Richard Toll et de la Commune de Mbane.



→ Mise en place d'un centre d'appareillage orthopédique

L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions d'accès, d'accueil et de prise en charge des personnes en situation de handicap moteur du département de Dagana. Entre autres objectifs spécifiques, il s'agit de:

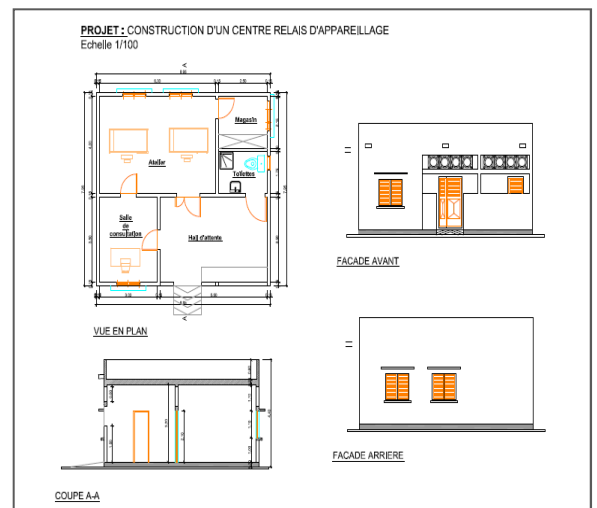
La construction du centre:

- La construction d'une salle de consultation
- La construction d'une salle d'atelier
- La construction d'un magasin de stockage
- L'aménagement d'une hall d'attente
- La construction des toilettes.

L'équipement du centre:

- Le mobilier de la salle de consultation
- La matière première
- Le gros œuvre

La formation du personnel: sur les techniques de réparation d'appareils orthopédiques



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels- Santé et Action Sociale

Programme de Renforcement Nutritionnel

Cadre d'intervention : Convention de partenariat avec la Cellule de Lutte Contre la Malnutrition – Etat Sénégalais

Objectif : L'objectif global du projet est de promouvoir la santé de la reproduction à travers la lutte contre la mortalité maternelle et infantile pour l'atteinte des OMD 4 et 5.



Dépistage et prise en charge de la malnutrition aigue

Contexte :

Durant cette année 2015, la CLM a renforcé son intervention à travers l'introduction des poudres de micronutriments destinées aux enfants de 6-23mois suivi mensuellement et également avec la mise en œuvre du Blanket et le Supplementary Feeding financés par le PAM. Par ailleurs, avec l'appui de l'UNICEF, le paquet de service a été renforcé avec la formation des acteurs communautaires, l'implantation de nouveaux sites SPC ainsi que l'organisation de séances de démonstrations culinaires et de mobilisations sociales. L'une des interventions phares de cette année est le projet de lutte contre les déterminants de la malnutrition axé sur la transhumance.

Dépistage de la malnutrition aiguë :

Durant cette année, il était prévu d'organiser deux campagnes de dépistage de la malnutrition aiguë. Finalement 3 campagnes ont été tenues. Cette activité permet de dépister la malnutrition chez les enfants de 6-59 mois afin de pouvoir prendre en charge les cas de malnutrition aiguë.



Activités	Indicateurs 2015	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3
Dépistage	Pourcentage d'enfants dépistés	74%	71%	74%
	Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aigue	3,3%	3,6%	3,5%
	Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aigue modérée	3,2%	3,5%	3,3%
	Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aigue sévère	0,1%	0,2%	0,2%
	Nombre d'enfants dépistés	26572	25499	26707
	Nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigue	883	927	948
	Nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigue modérée	848	882	887
	Nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigue sévère	35	45	61

La prise en charge des MAM démarre aussitôt après le dépistage. Cette prise en charge précoce est rendue possible grâce à la mise à disposition dans les délais, des intrants (Plumpy Sup ou farine enrichie). Ce qui fait qu'un enfant MAM aussitôt dépisté peut recevoir sa ration alimentaire en attendant les regroupements périodiques. Avant la transmission des données, une vérification est d'abord faite par les acteurs communautaires.

Axe 2 : Accès aux Services Essentiels – Gestion des déchets

Collecte, tri, gestion et valorisation des Ordures Ménagères dans les Collectivités Locales de la Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : 10^{ème} FED – Appui aux Autorités Locales du Sénégal - EUROPAID

Objectif :

Améliorer durablement l'environnement et les conditions de vie des populations



CONTEXTE

Dans le cadre du 10^{ème} FED, le Partenariat a accompagné la commune de Rosso pour la mise en place de programme de 2 ans pour l'amélioration du cadre de vie de la population par le développement de système de gestion des Ordures Ménagère.

Suite à la première phase, durant laquelle le Partenariat a appuyé la commune dans la mise en place d'un système efficient de collecte des déchets, Rosso a souhaité poursuivre son action en faveur de l'amélioration de l'environnement.



Décharge de Rosso

Phase II du projet Rosso : Assainissement des eaux usées et tri-valorisation des déchets solides dans la Commune de Rosso Sénégal

Principales réalisations :

- Réalisation d'une étude sur le tri et la valorisation des déchets
- Acquisition de matériel de collecte et de tri : 2 motos tricycles, 1 tonne à lisier et 1 tracteur acquis
- 1 bloc sanitaire et 50 latrines construits et réceptionnés
- 10 chefs d'établissement, 87 élèves et de 19 enseignants sensibilisés et formés sur les techniques de collectes, de tri et de valorisation des déchets
- 600 élèves et 24 enseignants sensibilisés sur l'assainissement et la gestion des déchets



Initiation des agents de collecte au tri



Axe 3 : Adaptation au changement Climatique - Energie

Programme de Diffusion des Energies Alternatives en Région de Saint Louis

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Identification et mise en œuvre de projets pilotes

Objectif : Le programme a pour but de promouvoir la diffusion et l'utilisation des énergies renouvelables, par la mise en œuvre de projets innovants, duplicables à l'échelle régionale.



Mise en place d'une filière biogaz à Saint Louis

En 2015, le Partenariat a initié un projet de diffusion du procédé biogaz dans la ville de Saint-Louis du Sénégal.

Objectifs

- Appuyer la création d'une filière durable du biogaz à Saint-Louis.
- Sensibiliser et renforcer les capacités des décideurs, des entrepreneurs et des bénéficiaires sur les technologies biogaz.
- Soutenir le processus de recherche action sur le biogaz et impliquer l'université Gaston Berger de Saint-Louis.



Construction de 19 biodigesteurs :

- 10 biodigesteurs construits chez des ménages dans le quartier de Bango, identifiés en partenariat avec le Conseil de Quartier
- 3 biodigesteurs construits à l'Université Gaston Berger
- 1 biodigesteur à l'école Ousmane Soumaré
- 2 biodigesteurs construits sur le site de transformation de produits halieutiques de l'hydrobase, et 3 biodigesteurs à venir.



Renforcement des capacités des usagers à l'entretien et à la gestion des cuves :

Les ménages et les personnes en charge de l'entretien des cuves ont reçu une formation sur l'utilisation et la gestion des cuves biogaz, dispensée par l'entreprise en charge de la construction des cuves et par le Partenariat.

Des séances de sensibilisation ont également été menées, notamment auprès des quartiers concernés par le projet.

Mise en place d'un protocole de recherche avec l'Université Gaston Berger :

Un important travail a été mené avec l'UGB autour du processus expérimental. En effet, en amont du lancement du projet, l'UFR SAT et notamment le Master Energies Renouvelables avait déjà été approché pour réaliser ce travail avec le Partenariat. **Un protocole d'accord** a été signé par le recteur de l'université.

Axe 3 : Adaptation au changement climatique - Habitat

Programme Eco – Construction de diffusion de la Voûte Nubienne

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Mise en place de partenariats innovants

Objectif :

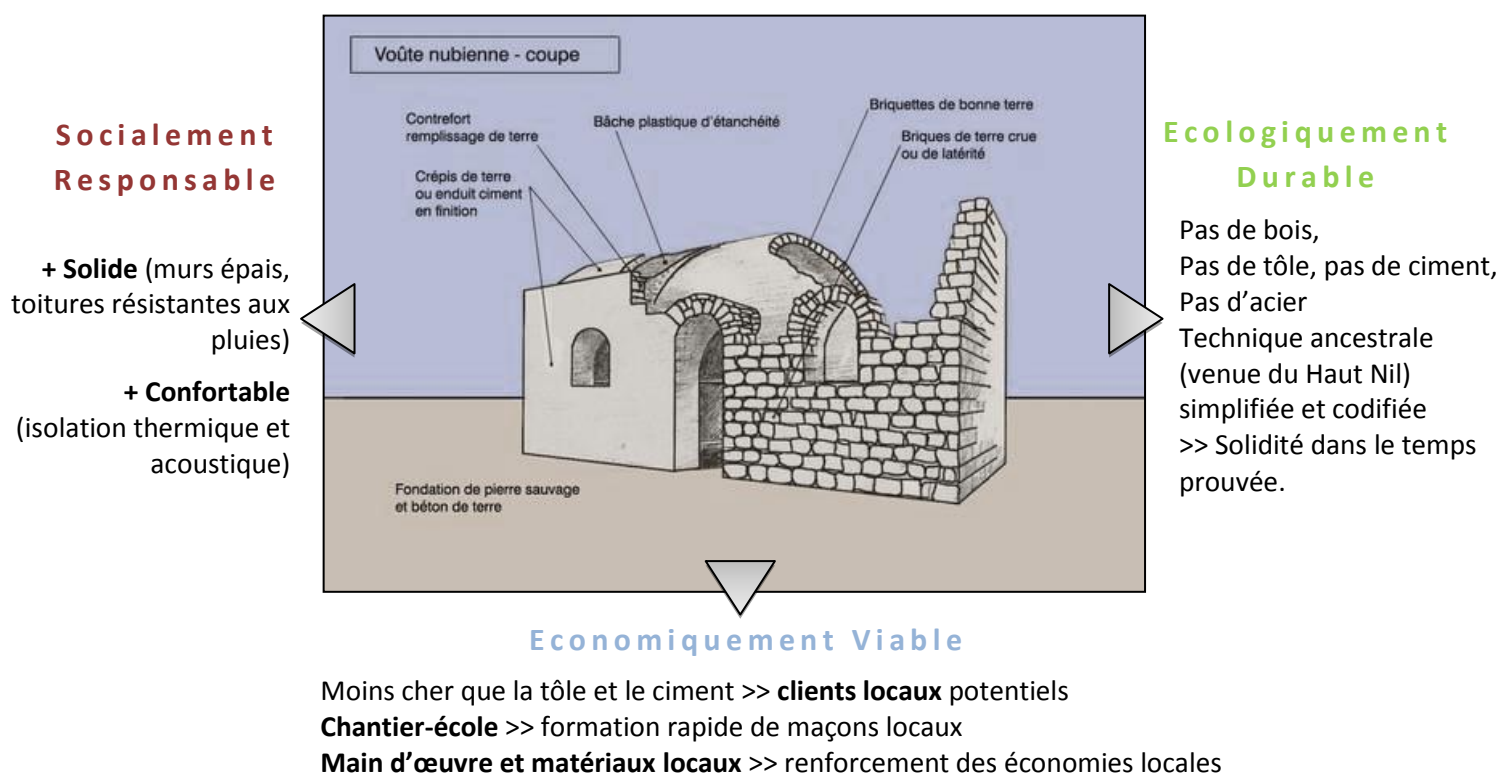
- Permettre un accès durable à une architecture adaptée pour le plus grand nombre de bénéficiaires.
- Permettre un transfert de compétences et de méthodologie du programme, ainsi qu'une diffusion à plus grande échelle.



En collaboration avec l'association La Voûte Nubienne, le Partenariat a amorcé un programme de vulgarisation de la technique de construction en Voûte Nubienne dans le Département de Podor.



Le Concept Voûte Nubienne



Sensibilisation des populations et amorce d'un Marché Voûte Nubienne

Modalités de mise en œuvre :

- ♦ **Appui/formation** des vulgarisateurs issus de villages-pilotes qui **identifient des clients**
- ♦ **Réalisation de chantiers par des maçons qualifiés** (rémunérés par les clients)
- ♦ **Formation** simultanée des premiers **maçons locaux** « sur le tas »
- ♦ **Accompagnement du marché et retrait de l'association** (lorsque le marché est autonome)

Résultats de la saison II et IV (2013-2015) :

- 7 Bâtiments simples réalisés
- 3 entreprises locales renforcées en capacités VN
- 30 maçons sénégalais mobilisés sur les projets
- Réalisation de 4 fiches de capitalisation détaillées



Construction de bâtiments Communautaires

Objectifs :

- Construire des bâtiments pour chacun des « modèles » (salles de classe, centre de santé...)
- Décrire les composantes de chacun de ces bâtiments, afin de livrer des référentiels techniques,
- Sensibiliser et former des entreprises, lors des chantiers de ces bâtiments ;
- Communiquer à plus grande échelle et appuyer la diffusion de ces nouvelles techniques, notamment auprès des institutions sénégalaises (Etat, Collectivités)
- Recherche et développement sur des techniques complémentaires

Résultats de la saison IV : 4 bâtiments communautaires construits



Accueil – Réserve naturelle de Tocc-Tocc



Service nettoyage de Guédé



Logement des enseignants à Déguembéré



Ecole de Déguembéré

Projet de Relogement des Réfugiés Mauritaniens de DIAKRE

Descriptif du projet :

En collaboration avec L'Association Voûte Nubienne et L'Association Banlieue du monde de la Mauritanie, et sur financement du Bailleur Dubaï Charity, le projet porte sur la construction de 51 maisons en 2 saisons pour les réfugiés du site de Diakré.

Bilan des constructions de la saison 2014/2015:

- Bâtiments implantés (+ fouilles) : 26
- Fondations pisé réalisées : 25
- Elévations faites : 22
- Voûtes tirées : 19
- Contreforts réalisés : 12

Les bénéficiaires participent à la construction sous forme de travail non qualifié ou sous forme monétaire à hauteur de 20% du coût total de construction. Cela se fait par l'implication directe des familles ou à travers l'organisation de la communauté. La participation des bénéficiaires est volontairement faible étant donné leur situation précaire et le risque de ne pouvoir répondre à un engagement plus fort.



Réunion du comité de suivi du projet



Equipe de briquetiers



Vue du village avec les maisons en toit de tôle des réfugiés et les nouvelles maisons en voûte nubienne

Thématique 4 : Environnement

Programme de sauvegarde et de préservation de la mangrove de Saint Louis

Cadre d'intervention : Démarche Développement Durable du Partenariat – Mise en place de partenariats innovants

Objectif :

- ▶ **OS1** : Mettre en place un système de gestion, de planification et de suivi de la mangrove
- ▶ **OS2** : Promouvoir des actions de préservation de la mangrove
- ▶ **OS3** : Instaurer des campagnes de sensibilisation
- ▶ **OS4** : Promouvoir les énergies renouvelables



Contexte

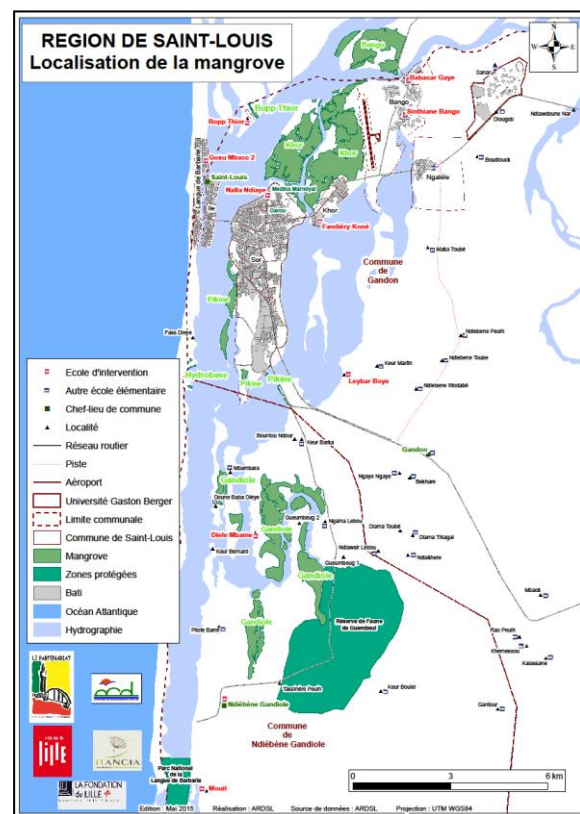
La Mangrove est un écosystème de marais maritime incluant un groupement de végétaux et d'animaux (poissons, huîtres, serpents, amphibiens, oiseaux d'eau, etc.). C'est une petite forêt de palétuviers située entre la mer et le fleuve, qui abrite des ressources naturelles importantes pour les populations vivant sur les estuaires. La Mangrove de Saint-Louis est située à la limite septentrionale de la zone d'extension de ce paysage au Sénégal, entre 16°20 de latitude Nord et 13°30 de longitude Ouest et couvre une superficie de 681 ha.

Elle se dégrade rapidement : les habitants riverains y développent des activités non raisonnées telles que l'exploitation du bois et des produits halieutiques. De ce fait, certains quartiers sont maintenant menacés par les inondations. La prise de conscience des apports écologiques et économiques de cet écosystème et de sa biodiversité est nécessaire à tous les niveaux.



Résultats obtenus en 2015 :

- Reboisement de 10 hectares de mangrove ;
- Stockage de 70 tonnes de carbone (au Sénégal 1 ha de mangrove stocke 7 t. de carbone par an) ;
- Sensibilisation directe d'environ 1500 personnes dont 500 élèves à l'importance de la préservation de la mangrove par les activités de sensibilisation et de mobilisation sociale ;
- Soutien de 3 projets de micro-activité génératrice de revenus et de commercialisation de bio-charbon ;
- Activités de sensibilisation au métier d'éco-garde ;
- Elaboration d'un Système d'Information Géographique



La Coopération avec le Maroc

Création de l'Association SPFM

Cette association est la filiale de droit Marocain de l'ONG le Partenariat. Cette Antenne a été constituée en juin 2015 sous le nom de « Solidarité Partenariat France-Maroc (SPFM) ». Elle appuie la mise en œuvre des actions portées par l'ONG le Partenariat et le développement des initiatives en faveur du développement local.



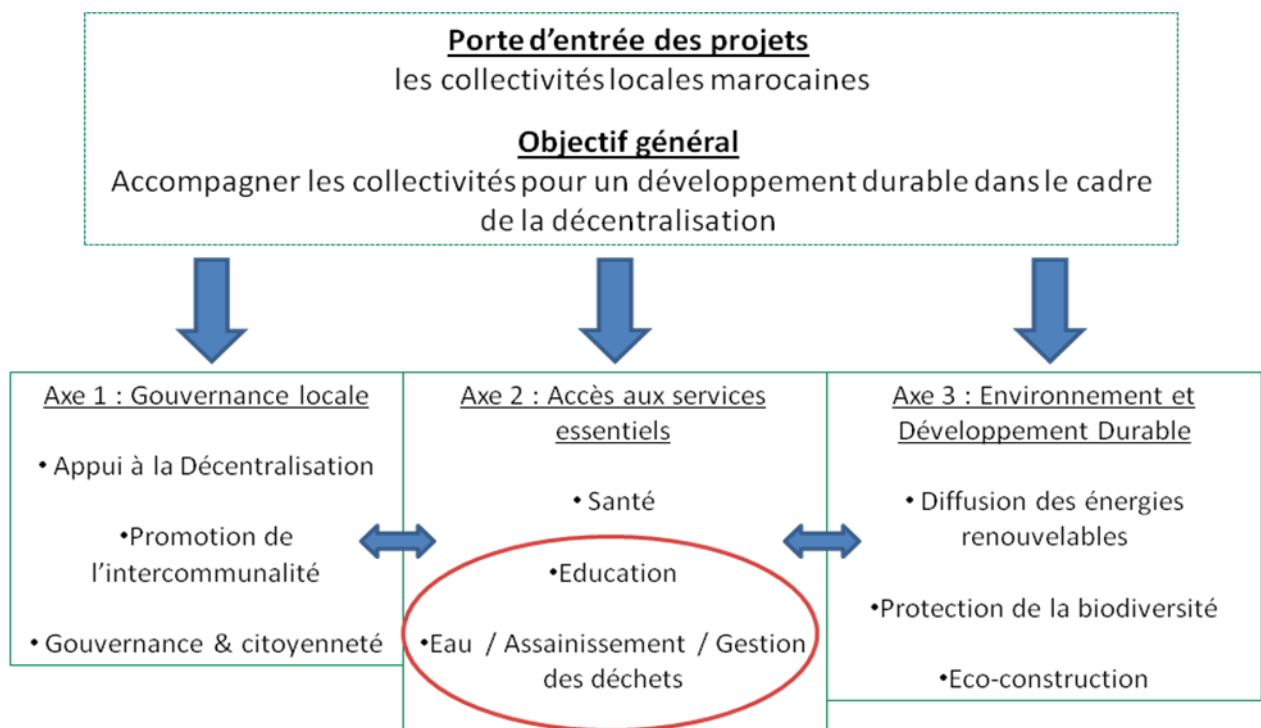
Zones d'intervention

Le Partenariat intervient principalement dans la Province de Safi, située dans la Région de Marrakech-Safi.

L'ONG intervient également dans la Commune de Laaounate, située dans la Province de Siddi-Bennour.



Thématiques et cadre d'intervention :



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels - Eau et Assainissement

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence

Française de Développement

Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires : l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles

Au cours de l'année 2014 /2015 13 écoles ont bénéficié d'une intervention ;

Au total 1962 élèves et 65 enseignants ont été touchés par le programme.

Proposition de pack intégré au sein d'une école

Volet 1 : Réalisation d'infrastructures

- ♦ Construction d'un bloc de 4 Box - latrines (séparation filles/garçons)
+ 1 Box – latrine pour les enseignants
- ♦ Construction d'une borne-fontaine
- ♦ Construction d'un mur de clôture

Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement

- ♦ Sensibilisation des élèves EHA / Environnement
- ♦ Formation des acteurs à l'entretien et à la maintenance
- ♦ Sensibilisation à la scolarisation des enfants
- ♦ Renforcement des compétences du Comité de Gestion d'Etablissement
- ♦ Formation des enseignants EHA/Environnement

Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement

- ♦ Reboisement du site et réalisation d'une haie vive
- ♦ Accompagnement d'un micro projet environnemental



Tableau récapitulatif des interventions

PAEMS MAROC - DETAILS DES INTERVENTIONS - 2012 / 2015								ACTIONS REALISEES			
Province	Localité	Groupe scolaire	Ecole	Nombre d'enseignants	Filles	Garçons	Nombre d'élèves	Adduction en eau	Latrines	Cloture	Reboisement
Safi	LAMRASLA	Lamrasla	Lamrasla	11	149	157	306	Adduction puit communal (500 ml)	Construction d'1 bloc 4 box	Existant	Existant
	SIDI TTUJ	Sidi Kanoune	Lahnahna	6	101	110	211	Adduction puit communal (450 ml)	Rénovation 1 bloc 2 box Construction d'1 bloc 2 box	112,30 ml	
			Tarch	3	31	46	77	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	Existant	
								Uniquement volet Sensibilisation/Formation		Existant	Existant
	Lamrasla	Ibnou Hanbal	Ibnou Hanbal	9	148	173	321	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	125 ml	
			Chaab	3	50	62	112	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	125 ml	
			Soualate	3	28	40	68	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	110 ml	
			El Bidate	4	51	52	103	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 2 box	Existant	
			Oulad El Abouni	4	78	82	160	Adduction puit communal (400 ml)	Construction d'1 bloc 4 box	Existant	A faire
			Sidi Kanoune	5	50	65	115	Uniquement volet Sensibilisation/Formation		Existant	
	Sidi Tidji	Sidi Kanoune	Oulad Bouali	3	28	44	72	Citerne d'eau / potabilisation	Rénovation 1 bloc 3 box	192,50 ml	Effectué
			Lahrichia	4	53	80	133	Citerne d'eau / potabilisation	Construction d'1 bloc 4 box	143 ml	
	KHAT AZAKAN	Oulad Talha	Oulad Talha	10	148	136	284	Adduction réseau ONEP	Rénovation de 2 bloc 2 box Construction d'1 bloc 2 box	Existant	Existant
Si. Bannour	EL AOUNATE	Bir El Hrach	Oulad El Aidi	//	//	//	//	Adduction puit communal	Construction d'1 Bloc 2 box	+250 ml	
2	3	5	13	65	915	1 047	1 962	5 adductions AEP 6 citernes / potabilisation	33 box fonctionnels	6 clôtures	1 reboisement

Sensibilisation des élèves à l'hygiène, l'assainissement et à l'environnement

Les objectifs :

Sensibiliser les élèves, les enseignants et le milieu sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène, d'assainissement, d'environnement et de développement durable.

Les actions de sensibilisation peuvent toucher plusieurs thématiques :

- ♦ Les thématiques de l'eau, l'hygiène et la prévention des épidémies.
- ♦ Le développement durable et l'éducation environnementale.

Méthodologie :

Les actions de sensibilisation sont organisées par les services techniques avec l'appui du Partenariat.

Les services techniques mobilisés sont :

- ♦ Les services de l'hygiène pour les sensibilisations sur l'eau et l'hygiène (en général 2 par école : une première dès la fin de la réalisation des infrastructures, une seconde entre 6 à 12 mois après),
- ♦ Les services de l'Environnement et des établissements classés pour les actions de sensibilisation sur l'environnement.



Formation des enseignants



Animation des séances



Activités de nettoyage



Activités ludiques



Restitution par les élèves



Création d'une Brigade Hygiène

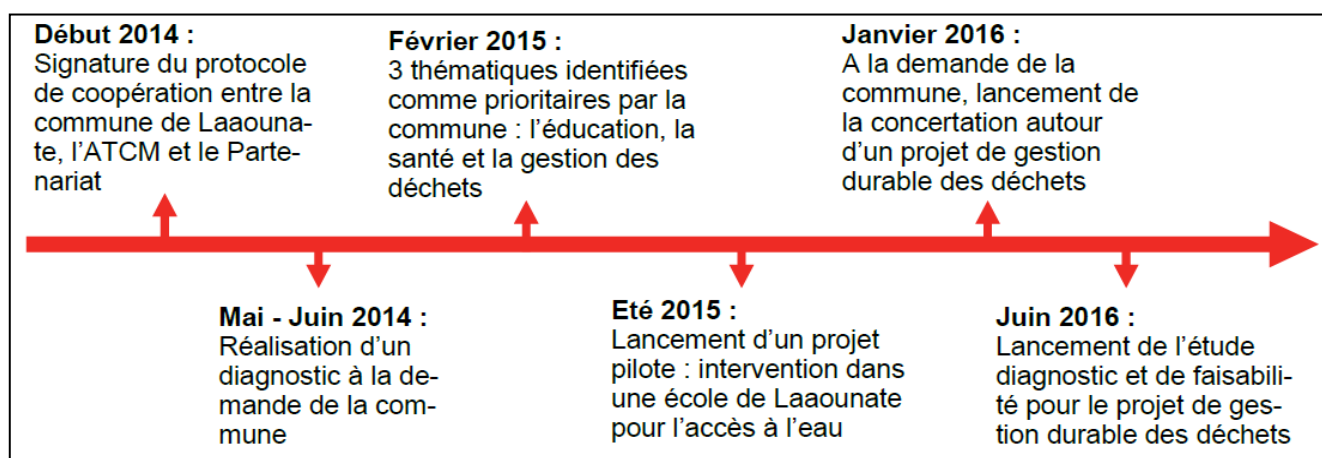
Axe 2 : Accès aux Services Essentiels - Eau / Assainissement / Déchets

Cadre d'intervention : Protocole de coopération Commune rurale de Laaounate – ONG le Partenariat - ATCM

Objectif : Favoriser et apporter un soutien aux projets de coopération mis en œuvre par les secteurs susceptibles de contribuer au développement de la commune de Laaounate et l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Programme d'appui à la Commune de Laaounate : Eau / Assainissement / Déchets

Une approche structurée :



Intervention dans l'école de Oulad El Aidi

L'école d'Oulad El Aidi a été construite par la Commune, afin de répondre aux besoins de scolarisation du douar. Seulement, cette école a été construite sans infrastructure annexe.

Dans ce cadre, il a été décidé de mettre en œuvre le PAEMS au sein de l'établissement.

Situation Initiale - Ecole Oulad El Aidi		
Equipement	Présence	Remarques
Salle de classe	Oui	1 salle construite par la Commune
Accès à l'eau	Non	Réseau Eau potable à proximité
Bloc sanitaire	Non	
Mur d'enceinte	Non	
Mobilisation locale	Oui	Douar Dynamique



Perspective : Appui à la gestion municipale des déchets

Contexte :

- La commune dispose de **4** agents municipaux pour le nettoyage,
- Seuls **24%** des déchets du centre de la commune sont collectés
- Les déchets produits par les abattoirs de Laaounate sont rejetés dans le cours d'eau

Propositions :

1. Réalisation d'une étude sur la gestion des déchets dans la Commune
2. Appui au système de gestion des déchets
3. Formation et sensibilisation

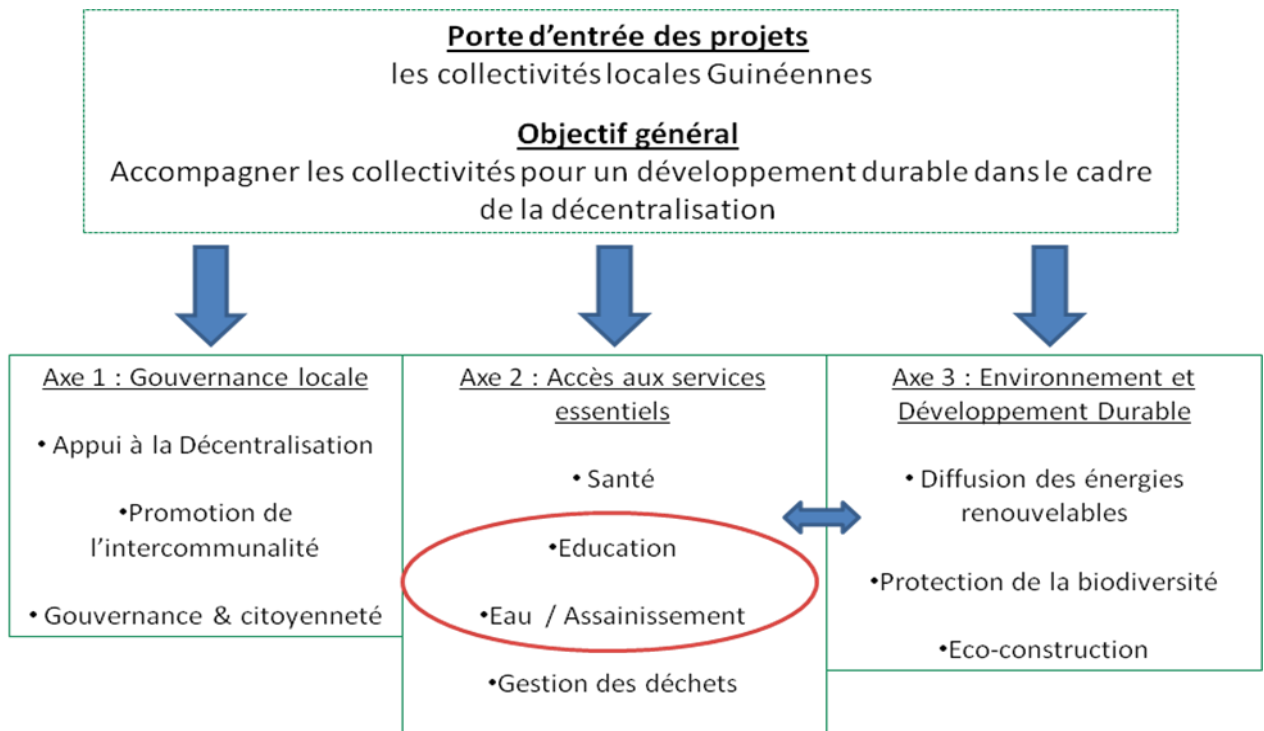


La Coopération avec la Guinée

Zone d'intervention : Région de Labé



Thématiques et cadre d'intervention prioritaire :



Axe 2 : Accès aux Services Essentiels – Eau et Assainissement

Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)

Cadre d'intervention : Convention Projet Terrain avec l'Agence Française de Développement

Objectif : Ce programme a deux buts complémentaires, l'amélioration du cadre de vie scolaire à travers la fourniture d'équipements complémentaires aux infrastructures de base. Et l'accompagnement, la formation et la sensibilisation des élèves et leurs enseignants à l'hygiène et à la bonne gestion de l'eau.



Implantation de l'équipe projet

- Mission d'installation du 31 août au 6 septembre 2015
- Equipe locale de 3 personnes :
 - 1 coordinateur expatrié
 - 1 animateur / agent de développement local
 - 1 Chauffeur / Logisticien



Déploiement du Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire

Sur la base de l'expérience développée au Sénégal et au Maroc, des résultats concrets obtenus sur le terrain et de la synergie de différents partenaires, le Partenariat a mis en place une stratégie d'ouverture d'un nouveau pays d'intervention pour le PAEMS en Guinée dans la Région de Labé.

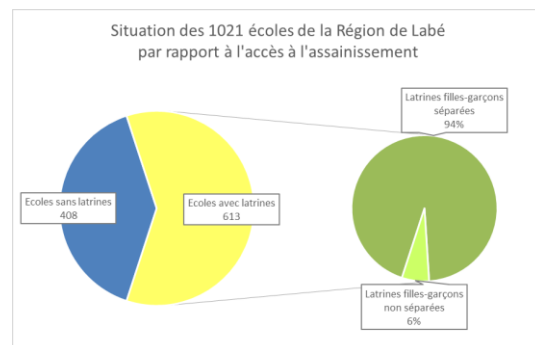
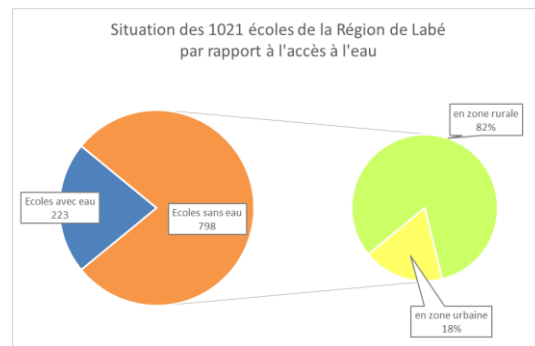
Les besoins

La Région de Labé se trouve au 7^{ème} rang sur 8 pour le nombre d'écoles possédant un point d'eau.¹

Dans la Région de Labé, moins d'un quart des écoles ont une source d'eau. 34% des écoles urbaines sont équipées contre seulement 19% des écoles rurales.

La Région de Labé se trouve au dernier rang (8/8) pour le nombre d'écoles sans latrines.

Près de 40% des écoles de la Région de Labé sont sans latrine. Par contre, pour les écoles équipées, presque toutes les latrines filles-garçons sont séparées.



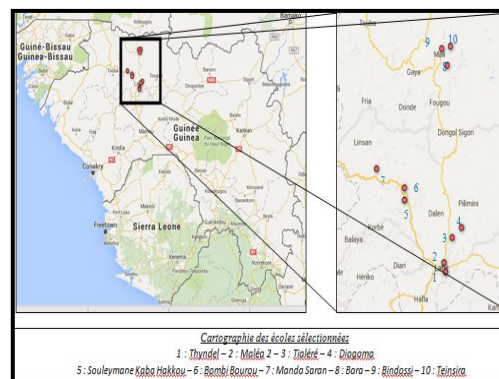
¹ Annuaire statistique Enseignement primaire 2013-2014. Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation

L'identification des écoles d'intervention :

Une liste de 10 écoles a été constituée en concertation avec les Directeurs Préfectoraux de l'Education sous la supervision de l'Inspection Régionale de l'Education.

En cours de réalisation

Programmation Validée



Cartographie des écoles sélectionnées
1 : Thyndel - 2 : Maléa - 3 : Tialéré - 4 : Diogoma
5 : Souleymane Kaba Hakkou - 6 : Bombi Bourou - 7 : Manda Saran - 8 : Bara - 9 : Bindossi - 10 : Teinsira

Programmation PAEMS – Guinée 2015 - 2017		
DPE Labé	Elèves	Proposition d'interventions
Ecole de Tialéré	100	Réalisation d'un puits / bloc sanitaire 5 box/ Clôture grillagée
Ecole de Thyndel	350	Raccordement SEG / Bloc sanitaire 5 box
Ecole de Maléa 2	472	Raccordement SEG / Bloc sanitaire 5 box / Mur de clôture
Ecole de Diogoma	150	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Sous total	972	
DPE Lelouma		
Ecole de Bombi Bourou	142	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Ecole de Kaba Hakkou	91	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Ecole de Manda Saran	176	Réhab micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Sous total	409	
DPE Mali		
Ecole de Bara	231	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Ecole de Bindossi	183	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Ecole de Teinsira	117	Micro forage / Bloc sanitaire 5 box / Clôture grillagée
Sous total	531	
TOTAL	1 911	

Programme d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement - Guinée		Date de MAJ : Juin 2014
Fiche diagnostic Ecole Souleymane Bombi Bourou		
Localisation	Région : DPE Labé Préfecture : DPE Lelouma Sous-préfecture : Lelouma Commune rurale de Lelouma Date de création : 1985 Coordonnées GPS (si disponibles) :	
Infrastructures existantes	Nombre salles de classe (précisez si elles sont neuves) : 4 salles de classes Nombre cours pédagogiques : 4 cours pédagogiques Personnel : 1 enseignant et 1 enseignant Effectif (précisez filles et garçons) : 142 élèves dont 82 filles Point d'eau (précisez la distance et si l'eau est potable ou non) : 1 m d'eau (forage dans le village à 2 km) Clôture : Non Clôture : Non Bloc sanitaire (précisez le nombre et l'état) : Non Dimensions école (ex : 50m/20m) : 2 filles séparés Bureau directeur : Non Cantine scolaire : Non Etat des salles de classe : Moyen	
Proposition de réalisations	Accès (Eau Potable (solution proposée) : Micro forage 10 m Latrines (type de latrine) : Bloc sanitaire de 4 box Clôture (type de clôture et périmètre) : Extension de la clôture actuelle à 100m/100m	
Autres projets identifiés par AP/AF	Salles de classes	
Contacts	Directeur/Directrice : M. Amadou Kalla Président (ou) AP/AF : M. El Hadj Moukoko DIALLO Tél 628 52 47 66 Tél 628 11 55 81	
Photos de l'école		

Programme d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement - Guinée		Date de MAJ : Octobre 2015
Fiche diagnostic Ecole Thyndel		
Localisation	Région : DPE Labé Préfecture : DPE Lelouma Sous-préfecture : Lelouma Commune rurale de Lelouma Date de création : 1985 Coordonnées GPS (si disponibles) : N 11°14'40" W 12°16'13" (appareil photo) Clôture de l'école et date : En 10 mètres	
Infrastructures existantes	Nombre salles de classe (précisez si elles sont neuves) : 6 Nombre cours pédagogiques : 6 Personnel : 2 enseignants dont 114 filles Effectif (précisez filles et garçons) : 202 élèves dont 114 filles Point d'eau (précisez la distance et si l'eau est potable ou non) : Pas d'eau (3 parts de bœufs dans le quartier) Clôture : Non Clôture : Non Bloc sanitaire (précisez le nombre et l'état) : Non - Les élèves vont en brousse et les toilettes chez des voisins Dimensions école (ex : 50m/20m) : 12 x 2 m total mais pas de fosse septique Bureau directeur : Oui Cantine scolaire : Non Etat des salles de classe : Dégradé	
Proposition de réalisations	Accès (Eau Potable (solution proposée) : Raccordement direct de la SCS Latrines (type de latrine) : Bloc sanitaire de 3 à 6 cabines (3 filles et 3 garçons) Clôture (type de clôture et périmètre) :	
Autres projets identifiés par AP/AF	Nombre de latrines, puits de forage, salle de direction, salle de gestion 2 latrines dans les classes	
Contacts	Directeur/Directrice : M. Lamine DINGHAY Président AP/AF : M. Boukour DIALLO Vice-Président AP/AF : M. Housseini DIALLO Tél 621 98 65 78 Tél 620 00 47 59 Tél 622 27 71 Tél 628 41 58 99	
Photos de l'école		

Programme d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement - Guinée		Date de MAJ : Octobre 2015
Fiche diagnostic Ecole Diogoma		
Localisation	Région : DPE Labé Préfecture : DPE Lelouma Sous-préfecture : Lelouma Commune rurale de Lelouma Date de création : 1985 Coordonnées GPS (si disponibles) : N 11°20'04" W 11°11'20" (appareil photo) Clôture de l'école et date : 25 km - 1985	
Infrastructures existantes	Nombre salles de classe (précisez si elles sont neuves) : 3 Nombre cours pédagogiques : 3 Personnel : 1 enseignant et 2 enseignants Effectif (précisez filles et garçons) : 150 élèves dont 81 filles Point d'eau (précisez la distance et si l'eau est potable ou non) : Pas d'eau (3 parts de bœufs dans le village, ancienne d'un forage) Clôture : Non Clôture : Non Bloc sanitaire (précisez le nombre et l'état) : Non Dimensions école (ex : 50m/20m) : 50 x 200 m Bureau directeur : Non Cantine scolaire : Non Etat des salles de classe : Dégradé	
Proposition de réalisations	Accès (Eau Potable (solution proposée) : Puits artésien 15 m de forage (la solution proposée) - profondeur 37 m Latrines (type de latrine) : Bloc sanitaire supplémentaire de 3 box (2 filles + 2 garçons + personnel) Clôture (type de clôture et périmètre) : Clôture grillagée	
Autres projets identifiés par AP/AF	Substitution salles de classes Substitution latrines existantes	
Contacts	Directeur/Directrice : M. Amadou Kalla Président (ou) AP/AF : M. Amadou Kalla Tél 628 52 47 66 Tél 628 11 55 81	
Photos de l'école		

Le Pôle Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE INITIAL

Depuis 10 ans, le Centre Gaïa inscrit son action en faveur de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et sensibilise les populations du Nord aux questions de développement, des inégalités Nord-Sud et au développement durable.

En tant qu'organisation d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), la volonté d'action du Partenariat au niveau global et sa capacité d'impact résident dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation/formation à l'égard des populations du Nord, afin qu'elles puissent être porteuses, à terme, de la lutte contre les inégalités au Nord et au Sud.

Les enjeux soulevés par le Partenariat visent :

- La formation de citoyens avertis et concernés par les enjeux du monde actuel et conscients de leur rôle et de leur responsabilité dans la réduction des inégalités ;
- L'appui et le soutien aux politiques publiques pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- L'accroissement du sentiment d'appartenance à l'Union Européenne.

En 2015, le centre Gaïa a entamé un nouveau programme triennal, cofinancé par l'AFD.

Objectif global :

Contribuer à l'émergence d'une société juste et solidaire où les citoyens sont actifs, responsables et engagés pour la préservation de la planète et l'avenir de l'humanité.

Objectifs spécifiques :

- Développer et améliorer les activités d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale du Centre Gaïa.
- Renforcer et développer la dynamique partenariale d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale au sein des territoires d'intervention.

Résultat 1-1 : La Compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques de la solidarité internationale est accrue chez 20 000 enfants, jeunes et adultes de la Région Hauts de France.

Résultat 1-2 : La qualité d'intervention et de la démarche pédagogique du centre Gaïa est renforcée.

Résultat 1-3 : Des démarches et outils innovants sont introduits par le Centre Gaïa au service de l'ECSI

Résultat 2-1 : Les partenaires du projet augmentent leurs compétences, notamment dans le domaine du travail avec les collectivités locales et participent au renforcement de la dynamique "intra- et inter-territoires" d'ECSI.

Résultat 2-2 : Les échanges régionaux, nationaux, européens et internationaux viennent enrichir les pratiques et la réflexion des structures et des acteurs d'ECSI sur leur territoire respectif.

Résultat 2-3 : Les compétences des porteurs de projets de solidarité internationale sont accrues sur le territoire des Hauts de France.

GROUPES CIBLES

Le public ciblé identifié se distingue en deux groupes :

- ♦ Les acteurs relais en France et en Europe : les associations de solidarité internationale, les ONG d'autres pays européens et du Sud, les réseaux locaux/nationaux/internationaux d'ECSI, les collectivités locales.
- ♦ Les publics à sensibiliser : les enseignants, les enfants et jeunes de la maternelle au lycée, les étudiants, les encadrants d'établissements spécialisés, les associations de parents d'élèves, les porteurs de projets de solidarité internationale (lycéens, jeunes, associations), les éducateurs de structures sociales, les jeunes et adultes dans le cadre des structures extrascolaires, les adultes, le public intergénérationnel.

DEVELOPPER ET AMELIORER LES ACTIVITES D'ECSI

Résultat 1-1 : La compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques de la solidarité internationale est accrue chez 20 000 enfants, jeunes et adultes de la Région Hauts de France.



A.1.1.1 : Optimisation et remise à jour des animations et outils pédagogiques en favorisant l'accompagnement sur le long terme.

Les activités pédagogiques dispensées par le Centre Gaïa sont en constante adaptation, afin de tenter d'en augmenter les effets chez le public cible. Que ce soit l'adaptation dans le fond, pour coller davantage aux évolutions des problématiques du monde actuel ou l'adaptation dans la forme, pour rendre les outils plus attractifs et agréables à utiliser.

Afin de travailler sur l'impact de l'atelier d'immersion sur les élèves sur le long terme, un plan de cours "post atelier" a été développé et sera envoyé aux professeurs ayant participé à un atelier d'immersion avec leur classe. Le but de ce cours est de revenir sur les différents éléments abordés durant l'atelier, mais également d'approfondir le travail sur la notion de solidarité, aussi bien internationale que locale. Le professeur reçoit le cours un mois après sa venue en atelier et dispose de tous les éléments nécessaires pour le mettre en place avec ses élèves.

Afin de répondre à des demandes croissantes des instituteurs, l'atelier maternelle a été dupliqué, afin de pouvoir accueillir deux groupes d'élèves (soit un bus) en simultanée dans l'atelier d'immersion (un groupe côté village et un groupe côté ville).

L'amélioration des outils du Centre Gaïa se fait toujours en consortium entre les salariés, la commission ECSI et des professeurs qui participent aux tests et valident les nouvelles activités.



A 1.1.2 : Dispense des activités et ateliers d'ECSI en direction du public scolaire : enfants, lycéens et formation enseignant

Depuis une dizaine d'années, le Centre Gaïa propose aux enfants et jeunes de la Région Hauts de France, des activités et outils ludiques et innovants pour appréhender les questions délicates de développement, de pauvreté, d'inégalité ou encore de développement durable. L'activité phare du Centre Gaïa est l'atelier d'immersion, où les enfants du CM1 à la 5^{ème} appréhendent la réalité de la vie quotidienne des habitants du Sénégal grâce à des décors d'une ville et d'un village reconstitués grandeur nature. Cette immersion permet un jeu de rôle et une meilleure compréhension des richesses et des difficultés rencontrées par les habitants de ce pays. Basés sur le principe de pédagogie active, les ateliers d'immersion permettent aux enfants et aux jeunes d'apprendre par l'expérimentation et par l'identification. L'empathie développée à l'égard des personnages, facilite l'ouverture vers l'autre et la compréhension.



En parallèle des formations pour animateurs, professeurs et volontaires en service civique sont développés et mis en place, dans le but de renforcer la capacité des participants, en terme cognitif, sur l'ECSI et les problématiques de développement, afin d'impulser et de favoriser l'intégration de ces thématiques dans les apprentissages des jeunes.

La mise en place d'activités d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale auprès des enfants et jeunes de la Région Nord-Pas de Calais s'est poursuivie en 2015, avec la réalisation des animations, ateliers, formations... **En 2015, 286 activités ont été menées auprès de 6 930 personnes** (5548 publics jeunes et 1382 adultes et tout public).



Le Centre Gaïa a notamment participé aux activités de la Semaine de la Solidarité Internationale organisées par la Ville de Lille et la Ville de Dunkerque et au projet Climat_Klima_Klimat, géré par le Rectorat de Lille et dont l'activité phare, un jeu de rôle simulant un sommet des Nations Unies pour collégiens et lycéens, a eu lieu à Bonn en Allemagne en mai 2015.

Le Centre Gaïa a également organisé en octobre 2015 la 6ème édition de ses Rencontres Gaïa, sur la thématique "comment parler de citoyenneté à l'école".

A1.1.3 : Dispense des activités d'Education au Développement Durable en direction du public scolaire et extra-scolaire.

Depuis janvier 2010, le Centre Gaïa a lancé le Parcours Volon'Terre, un jeu de piste en équipe, qui permet de comprendre le concept de développement durable, d'en découvrir les différents volets et de réfléchir à des actions concrètes à mettre en place au quotidien à l'école ou à la maison. Cette animation, qui est en constante amélioration, est la base de tout un programme d'activités d'éducation au développement durable, incluant notamment les journées intergénérationnelles, un nouveau jeu de plateau sur l'eau, créé dans le cadre du précédent triennal et la participation à la Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD).

L'éducation au développement durable se développe, les **11 parcours Volon'Terre organisés sur l'année ont permis de sensibiliser 231 enfants** (et leurs 30 accompagnateurs). Trois journées intergénérationnelles, regroupant 56 enfants et 20 intervenants extérieurs, autour du développement durable ont été organisées. Trois événements ont été mis en place dans le cadre de la SEDD.



DEVELOPPER ET AMELIORER LES ACTIVITES D'ECSI

Résultat 1-2 : La qualité d'intervention et de la démarche pédagogique du Centre Gaïa est renforcée.



A.1.2.1 : Réflexion interne et définition du plan stratégique d'évolution du centre Gaïa et de sa démarche pédagogique à moyen terme

Suite à l'évaluation des activités du Centre Gaïa en 2014, un certain nombre de recommandations ont été faites, afin d'améliorer le fonctionnement et la nature des activités du Centre. En parallèle, un travail en interne sur les valeurs a permis de redéfinir les orientations et la démarche pédagogique du Centre Gaïa.

Ainsi, une réflexion a été entamée par les salariés et les personnes ressources pour prendre en compte les recommandations de l'évaluation et les lignes directrices et priorités identifiées. Un plan d'action a été rédigé courant 2015.

A.1.2.2 : Mise en place d'une démarche de suivi-évaluation quotidienne et d'impact des activités phares du centre.

L'une des recommandations principales de l'évaluation des activités du Centre Gaïa était la mise en place d'une démarche de suivi-évaluation quotidienne des activités. En effet, le Centre Gaïa avait déjà réalisé des études d'impact à plusieurs reprises, mais aucune démarche de suivi quotidien n'était mise en place, jusqu'à présent, par manque de temps et de connaissances des salariés.

Ainsi, des questionnaires d'évaluation post activité ont été créés pour chaque activité et sont remplis par les professeurs. Une tablette numérique est dédiée à l'évaluation des activités se déroulant au Centre Gaïa et permet aux professeurs de remplir le questionnaire en ligne, lors du voyage retour du Sénégal, en avion. Ceci permet de traiter directement les réponses, diminuant ainsi le temps de travail des salariés.

A.1.2.3 : Capitalisation et diffusion de l'expertise de Gaïa, 10 ans après son ouverture

Cette activité sera menée au courant de l'année 2016.

DEVELOPPER ET AMELIORER LES ACTIVITES D'ECSI

Résultat 1-3 : Des outils et démarches innovants sont introduits par le Centre Gaïa au service de l'ECSI



A 1.3.1 : Création d'un atelier itinérant sur la « mondialisation » à destination des lycéens de la Région Hauts de France.

Depuis plusieurs années, un travail de réflexion sur la mondialisation a été fait et a permis la création d'un atelier de deux heures sur cette thématique pour les lycéens et étudiants. Ainsi, une dizaine d'animations dans les lycées de la région ont été réalisées depuis la rentrée 2015.

Durant les années à venir, il y a une volonté de développer cet atelier, pour en faire un atelier interactif et itinérant, à l'image du premier atelier « vie quotidienne au Sénégal », qui avait été conçu sous la forme d'un atelier itinérant, avant d'être transformé en atelier d'immersion. EN 2015, plusieurs visites à Oxfam Solidarités à Bruxelles, Oxfam Magasin du Monde à Wavre et Artisans du Monde à Lille, ainsi qu'une rencontre avec un acteur du GAS (Groupe d'Appui et de Solidarité) ont permis d'enrichir la réflexion collective sur ce projet.



A.1.3.2 : Démarrage d'une réflexion sur l'utilisation de NTIC dans l'ECSI, mise en chantier d'un premier animation/outil interactif.

Jusqu'à présent, le Centre Gaïa a très peu utilisé les NTIC dans ses outils pédagogiques. Or, pour toucher les jeunes aujourd'hui, les NTIC apparaissent comme un moyen efficace pour capter leur attention et faire passer des messages d'une façon plus « moderne ».

Ainsi, dans un premier temps, une réflexion a été entamée sur les formes possibles d'outils de ce type, leur impact sur les jeunes et le type d'activités dans lesquelles ils pourraient être insérés. Pour ce faire, plusieurs structures et personnes ressources ont été rencontrées.

Suite à ce premier travail, il a été décidé de créer un serious game, sur les questions de citoyenneté. Plusieurs partenaires dans d'autres pays européens, spécialisés dans ce type de jeux ont été contactés et un projet a été défini. Un dossier de candidature a été déposé au fonds Erasmus+ de l'Union Européenne avec quatre autres partenaires et est en cours d'instruction.

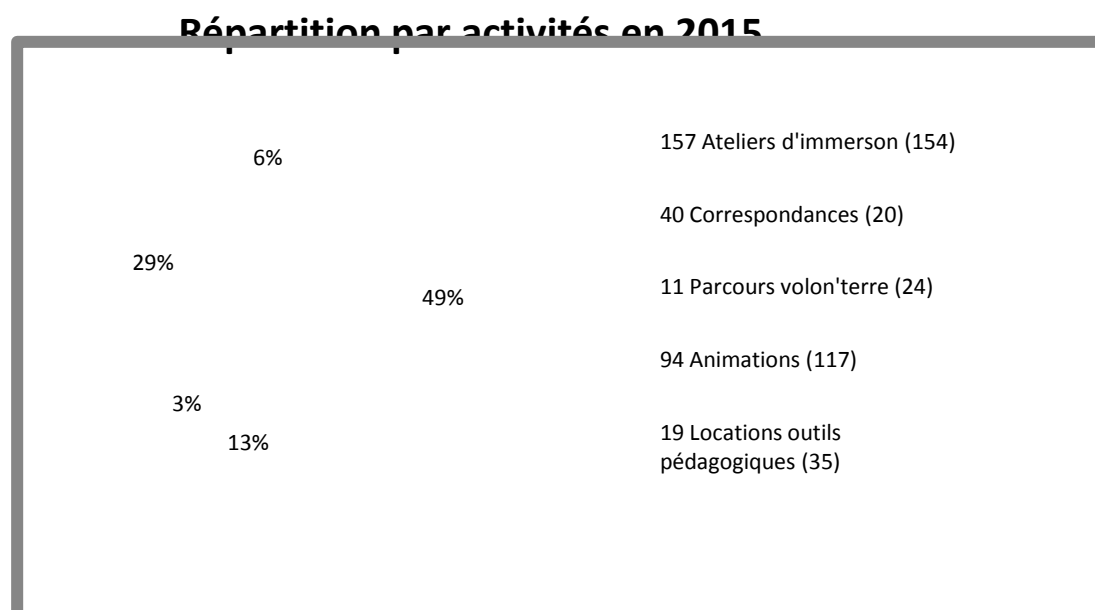
A.1.3.3 : Création d'un outil commun avec ADOS

A partir d'un diagnostic des besoins en outils des deux structures et de leurs publics cibles, les animateurs du Partenariat et d'ADOS travaillent conjointement sur la création d'un outil. Des termes de références ont été élaborés par les deux structures début 2015. Une formation, réalisée par l'organisme de formation Belge Iteco, a ensuite été mise en place pour les deux équipes, afin de les amener à réfléchir sur la méthodologie de création d'outils pédagogiques. La création de l'outil a débuté en fin d'année 2015. Celui-ci portera sur le sujet "médias et mobilités" et sera destiné aux élèves de 4ème. Il se déroulera sous la forme de trois séances d'animations et devrait voir le jour d'ici la fin de l'année 2016.

SYNTHESES DES ANIMATIONS 2015

A total, pendant l'année 2015, 6930 personnes (enfants, professeurs et animateurs) ont été sensibilisées à travers les différentes activités du centre Gaïa.

NB : Les chiffres entre parenthèses figurant sur le graphique ci-dessous, correspondent aux données de l'année 2014.



Estimations chiffrées des groupes cibles mobilisés

Public cible	Prévisions 2015	Réalisé
Enfants/jeunes	6613	5548
Adultes		
Enseignants	140	1011
Collectivités	0	43
Acteurs locaux	0	0
Porteurs de projets	75	94
Tout public	543	382
TOTAL	7371	6930

Le total des groupes cibles touchés sur l'année 2015 est légèrement en-deçà des prévisions annoncées. Alors que les cibles "enseignants" et "porteurs de projets" sont largement atteintes, la cible "enfants/jeunes" est beaucoup moins élevée que prévu, initialement.

- Le nombre d'ateliers d'immersion a baissé (65 en 2015, contre 79 en 2014 et 80 en 2013)
- Le nombre de Parcours Volon'Terre a baissé (11 en 2015 contre 27 en 2014 et 30 en 2013)
- Le nombre d'animations scolaires a baissé (63 en 2015 contre 84 en 2014 et 36 en 2013)
- Le nombre d'ateliers maternels a augmenté (68 en 2015 contre 44 en 2014 et 30 en 2013)

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cette baisse:

- La baisse des financements publics

Les activités des écoles sont subventionnées en partie par les villes. C'est le cas, notamment pour la prise en charge du transport, dans le cadre des sorties. Certaines municipalités financent également les coûts des sorties.

Selon les retours de plusieurs municipalités, leurs budgets sont en baisse et ceux des transports et des sorties, sont les premiers affectés (ex: la ville de Lille a réduit de 40% son budget transport pour les écoles en 2014/2015). Il semblerait donc que les écoles bénéficient de moins de moyens que par le passé pour financer leurs projets et sorties.

Les collèges bénéficient, de leur côté, d'aides des Conseils départementaux. Il y a quatre ans, le Conseil départemental du Nord a initié son Plan Educatif Départemental. Celui-ci avait pour but d'apporter un appui financier aux collèges pour leurs projets éducatifs. Les activités de Gaïa rentraient ainsi dans ce cadre. D'un côté, ce plan était un outil intéressant, car il obligeait les collèges à structurer leurs projets, mais les établissements n'avaient le droit de déposer qu'un seul projet par an. Ainsi, si le projet ne portait pas sur la thématique de la solidarité ou de la citoyenneté, il était très compliqué pour les professeurs d'y inclure des activités en lien avec Gaïa, pour leurs classes. Depuis la fin de l'année scolaire 2014-2015, ce plan a été suspendu, le temps de son évaluation.

Le Conseil départemental du Pas de Calais a, de son côté, initié l'insertion de fiches sur les différentes actions d'ECSI possibles pour les collèges, dans sa base de données des actions éducatives, disponible en ligne à partir de la juin 2016. Il est espéré que cette nouvelle visibilité contribue positivement au nombre de réservations d'activités par les collèges du Pas de Calais.

L'Agence de l'Eau distribuait également des financements aux écoles mettant en place un projet en lien avec l'eau. Il était donc possible pour des écoles d'obtenir un financement pour leurs activités du Centre Gaïa via l'agence de l'eau, car des ateliers d'immersion avec un focus eau sont proposés, ainsi que d'autres animations sur l'eau. Le centre faisait notamment la promotion de ce financement, lors de l'envoi de la plaquette aux établissements scolaires à chaque rentrée. Pour 2016, l'agence de l'eau accorde une aide financière aux classes proposant un projet sur le thème "aménagement d'une rivière ou d'un plan d'eau". Il n'est donc plus possible de faire rentrer les activités du centre Gaïa, dans le cadre de ce financement.

- La réforme des rythmes scolaires

Depuis la rentrée 2014 et l'entrée en vigueur des NAP/TAP, les écoles ont adapté leurs heures de cours. Il est donc possible que cette réforme influence la venue des classes en atelier l'après-midi. En effet, l'atelier d'immersion dure trois heures, auxquelles il faut ajouter le transport de la classe. Il n'est donc peut-être plus envisageable pour certains établissements de se déplacer sur les créneaux de l'après-midi, réduisant ainsi les possibilités de réservation.

- Qualité des prestations

En parallèle à ce diagnostic, le centre Gaïa a mis en place un système d'évaluation des ateliers d'immersion par les professeurs (depuis mai 2015). Celui-ci se fait à la fin de l'atelier sur une tablette tactile, lors du retour "en avion".

Les conclusions sont très positives : seulement un professeur évalue la prestation "moyenne". Toutes les autres évaluations estiment la prestation "bonne" ou "très bonne", ce qui laisse sous-entendre que la baisse des ateliers n'est pas liée à un manque de satisfaction des professeurs, ou une baisse de la qualité des ateliers dispensés.

- Plan Vigipirate suite aux attentats

Suite aux attentats de janvier et de novembre 2015 et la mise en place du plan Vigipirate, il se pourrait que certaines écoles aient pris la décision de ne plus mettre en place de sorties scolaires, pour éviter tout risque à leurs élèves.

- Durcissement des réglementations des sorties scolaires

Plusieurs professeurs ont évoqué que les réglementations concernant les sorties scolaires sont de plus en plus contraignantes. De plus, celles-ci augmentent les responsabilités des professeurs. Ainsi, certains sont "frileux" des sorties scolaires et ne souhaitent plus en mettre en place.

Suite à ces constats et afin de faire face à cette baisse, un plan d'action a été mis en place au sein du centre pour les prochains mois.

ECSI ET DYNAMIQUE TERRITORIALE

***Résultat 2-1 :** les partenaires augmentent leurs compétences, notamment dans le domaine du travail avec les collectivités locales et participent au renforcement de la dynamique "intra- et inter-territoires" d'ECSI.*



Dans le cadre d'un partenariat, le Centre Gaïa mène les activités de ce résultat en collaboration avec l'association ADOS et l'association Cap Solidarités.

Il s'agit d'initier un nouveau projet en lien avec les collectivités territoriales : "encourager la citoyenneté mondiale sur les territoires". Celui-ci a pour but d'identifier des pratiques innovantes d'ECSI mises en place par les collectivités sur le territoire du Nord-Pas de Calais et la Drôme-Ardèche, mais également de déceler les freins et les obstacles. Ce projet se déroule de 2015 à 2017.

A 2.1.1 : Définition d'une méthode commune de diagnostic (TDR). Elaboration d'un diagnostic local sur les initiatives d'acteurs d'ECSI, en NPDC et en Drôme Ardèche.

Cette première phase de diagnostic, menée tout au long de l'année 2015, a permis de recenser les initiatives déjà existantes sur les territoires concernés et les organismes qui sont en demande d'accompagnement pour la mise en place d'actions d'ECSI. Au total, 43 collectivités ont été rencontrées pour des entretiens.

A2.1.2 : Mise en commun inter-territoire, apport d'expertise réciproque et définition de bonnes pratiques entre les 3 structures d'ECSI.

En 2016, une mise en commun des résultats des trois structures partenaires (le Partenariat, Cap Solidarités, ADOS) aura lieu pour comparer les besoins et les attentes des acteurs des territoires et définir un plan d'action.

A2.1.3 : Accompagnement à l'expérimentation à l'échelle d'une collectivité, intégration des bonnes pratiques de l'ECSI dans les priorités locales, en Région Nord Pas de Calais et en Drôme Ardèche

Suite au diagnostic, une structure sera identifiée sur chaque territoire, pour bénéficier d'un accompagnement sur le long terme, dans la mise en place d'un programme d'actions d'ECSI. En parallèle des formations seront mises en place pour les élus/techniciens/agents des collectivités, souhaitant se former à ce sujet.

A2.1.4 : Organisation de restitutions publiques sur chaque territoire (NPDC et Drôme Ardèche)

Courant 2017, des restitutions publiques croisées entre les territoires, permettront d'impulser un partage d'expériences entre acteurs.

ECSI ET DYNAMIQUE TERRITORIALE

Résultat 2-2 : Les échanges régionaux, nationaux, européens et internationaux viennent enrichir les pratiques et la réflexion des structures et des acteurs d'ECSI sur leur territoire respectif.



Activité 2.2.1 : Encourager les échanges de professeurs au niveau européen



En avril 2015, le Centre Gaïa a démarré un nouveau projet européen intitulé "Global Schools, des classes ouvertes sur le monde". Celui-ci vise à promouvoir l'ECSI à l'école élémentaire, dans 10 pays européens. Au niveau français, le Centre Gaïa, la Ville de Dunkerque et la Ville de Lille travaillent conjointement à la mise en œuvre de ce projet.

Entre juillet et novembre 2015, un cycle de formation a été proposé pour les animateurs de la Ville de Dunkerque et des associations locales de solidarité : les 9 heures de formation ont permis d'accompagner 21 personnes vers la mise en place de projets d'ECSI.

Des groupes des conseils municipaux d'enfants de Dunkerque ont bénéficié de 2 séances introductives sur la découverte des thématiques de la solidarité et la citoyenneté internationale en octobre et novembre 2015. Ces séances, financées par l'Union Européenne dans le cadre du projet, leur permettront de débiter des projets de solidarité avec des associations locales.

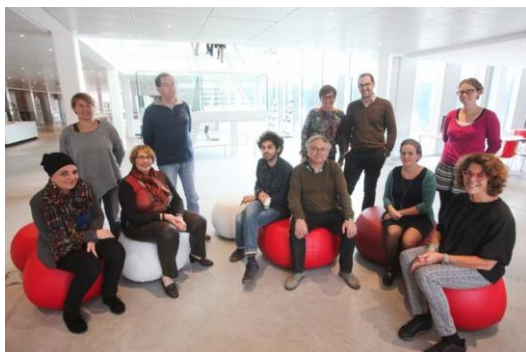
5 formations sur l'ECSI ont été dispensées à des étudiants (et futurs professeurs) en master 1 enseignement à l'Ecole Supérieure de Professorat et d'Enseignement (ESPE) de Villeneuve d'Ascq.

Un groupe d'experts français se rassemble tous les 3 mois pour apporter un point de vue extérieur et pour conseiller sur la mise en œuvre du projet Global Schools. Il est composé d'enseignants, de membres d'ONG, de membres de collectivités, de chercheurs et de formateurs.



Enfin, les formations pour enseignants en fonction n'ont pas débuté en 2015 mais sont en cours de construction. Elles seront mises en œuvre en 2016.

Activité 2.2.2 : Participation à des rencontres européennes, entre partenaires et publics cibles d'ECSI.



Dans le cadre du projet Global Schools, le Centre Gaïa a participé à plusieurs rencontres européennes courant 2015:

- la réunion de lancement du projet à Dublin en avril 2015
- la réunion de coordination annuelle du projet, à Trento en Italie, en décembre 2015
- la réunion du comité d'experts internationaux du projet à Trento en Italie, en décembre 2015
- un séminaire européen pour les collectivités territoriales, également organisé à Trento. Ce séminaire visait à promouvoir l'ECSI à l'échelle des collectivités et à les encourager à développer leurs politiques publiques vers ces thématiques.

Un représentant du Centre Gaïa a également participé au European Partnership Fair, organisé par le DEEEP, en mai 2015 à Vienne en Autriche. Cette foire aux partenaires avait pour but, de rencontrer des partenaires potentiels, afin de concevoir de nouveaux projets européens.

En 2015, pour la 5^{ème} année consécutive, le centre Gaïa a accueilli 60 lycéens et 5 professeurs de l'institut d'Essen (Belgique) pour une promenade ludique dans le quartier de Lille Sud. L'objectif étant la découverte d'un quartier populaire de Lille avec toute sa richesse et sa diversité. Ce projet, né d'un partenariat avec Studio Globo, s'enrichit chaque année à la même période, le mois de mars, avec de nouveaux partenaires locaux.



Sur le plan national, le Centre Gaïa est membre du Conseil d'administration de la plateforme nationale d'ECSI Educasol. A ce titre, il participe de manière active aux différentes activités de la plateforme (journées Educasol, publications, groupes de travail, lobbying...) et plus particulièrement à l'axe Europe.

Au niveau régional, le Centre Gaïa est membre de la commission ECSI du CRDTM, regroupant les différents acteurs de ce domaine au niveau régional. En 2015, la commission a notamment créé et mis en place une balade engagée, pour découvrir différents lieux solidaires de la ville de Lille.

Activité 2.2.3 : Appui au développement de l'ECSI au Sud

Cette activité a déjà été lancée depuis plusieurs années, au Sénégal, en partenariat avec ADOS. Un diagnostic des besoins des acteurs en termes d'ECSI a tout d'abord été réalisé. En 2015, trois établissements scolaires (de Saint-Louis, Matama et Aéré Lao) ont été mis en lien et coopèrent, afin de mener un projet commun avec leurs élèves sur le développement durable. Les professeurs se sont rencontrés à plusieurs reprises durant l'année scolaire et une rencontre entre élèves est prévue courant 2016.



Résultat 2-3 : Les compétences des porteurs de projets de solidarité internationale sont accrues sur le territoire Hauts-de-France.



L'APP 2015 en bref

Activité 2.3.1 : Mise en œuvre de la nouvelle démarche d'accompagnement des porteurs et échange d'expériences avec ADOS et Cap Solidarités.

La démarche d'accompagnement, définie dans les années précédentes, a été formalisée et insérée dans le livret d'accompagnement des porteurs de projets. Les conventions d'accompagnement sont utilisées pour chaque porteur de projet.

Les supports pédagogiques d'accompagnement créés et perfectionnés au jour le jour sont systématiquement utilisés : les modules de formation au montage de projets et un livret d'accompagnement. Ce dernier reprend le parcours d'accompagnement, les offres de formation et leurs objectifs, et contient une base de documentation ainsi qu'un outil de suivi d'accompagnement.



En 2015, 33 porteurs de projets ont été rencontrés ou ont contacté le Partenariat pour un accompagnement. Au total 7 projets ont été mis en place au courant de l'année 2015 (soit 35 personnes concernées) et 8 projets sont toujours en cours de montage. Une soirée d'échanges et de débats a été organisée en décembre afin de réunir nouveaux et anciens porteurs de projets, afin d'encourager le transfert de connaissances.

Plusieurs temps d'échanges d'expériences ont été organisés entre le Partenariat et Cap Solidarités courant 2015, afin d'échanger sur la méthodologie d'accompagnement de groupes de jeunes.

Activité 2.3.2 : Accompagnement de la mise en œuvre d'actions d'ECSI au retour.

Un outil de suivi et un module de formation sur l'ECSI dans les projets de SI ont été conçus, afin d'encourager les porteurs de projets à mettre en place des actions d'ECSI à leur retour du Sénégal.

Pour autant il apparaît que ce type d'initiatives semble compliqué à mettre en place, notamment, parce que les jeunes sont des étudiants, et d'une année sur l'autre ne se retrouvent pas forcément dans la même filière, voire le même établissement. De ce fait, des projets menés sur plus d'une année, sont compliqués à mettre en place.

L'équipe du Centre Gaïa travaille avec le guide d'impact réalisé par Educasol/F3E pour affiner sa pratique et accroître l'objectif recherché.

En parallèle, deux groupes de porteurs de projets ont été accompagnés directement pour mettre en place des projets d'ECSI en France et non des projets au Sénégal.



Démarche et outils d'accompagnement

INFORMATION SUR L'EXISTENCE DU DISPOSITIF

Le Partenariat a réalisé une plaquette de présentation de l'appui aux porteurs de projet présentant la démarche d'accompagnement. Elle est notamment disponible sur le site internet du Partenariat.

Les porteurs de projets peuvent également être orientés vers le Partenariat par notre partenaire Lianes Coopération. Ce réseau régional d'information et d'appui centralise les diagnostics réalisés par l'ensemble des structures d'accompagnement de projets des Hauts-de-France, et les oriente vers la structure la plus adaptée pour leur projet. Les projets développés dans les régions de Saint-Louis sont ainsi redirigés vers le Partenariat.

Enfin, certains porteurs de projets, prennent connaissance de notre association suite à un voyage au Sénégal, par le biais de relations (amis, collègues...) ayant déjà été accompagnés par le Partenariat, ou lors du Forum des associations solidaires de l'Université Catholique de Lille, auquel le Partenariat participe chaque année.

RENCONTRE DES PORTEURS DE PROJETS

Les porteurs de projets prennent contact par mail ou par téléphone. Une fiche de renseignements leur est demandée, un rendez-vous est fixé rapidement pour une première

rencontre. Le travail de suivi est ensuite adapté aux possibilités de déplacements et aux besoins des personnes. Le suivi se fait en grande partie par mail et par téléphone, et lors des temps de formations collectives.

DEROULEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT

Un accompagnement en **9 étapes** a été défini :

- rencontre préalable : le porteur de projet expose son projet
- penser le projet et faire un diagnostic : de l'idée à l'émergence du projet, réflexion, question de la faisabilité, validation du projet et signature des conventions
- conseils et documentation sur le montage et le suivi de projet
- mise en relation avec des partenaires locaux
- orientation vers les partenaires techniques et financiers
- aide au montage de dossiers (projet et demande de financements)
- informations pratiques avant le départ
- appui logistique et organisationnel pour la mise en œuvre du projet sur place
- débriefing au retour, appui à la restitution, actions de sensibilisation, bilan auprès des bailleurs

LES FORMATIONS COLLECTIVES

3 temps de formations collectives ont été définis pour compléter l'accompagnement :

- Formation 1 : « **Comment monter un projet de Solidarité Internationale ?** » (la Solidarité Internationale, le cycle de projet, le travail en partenariat, les financements...)
- Formation 2 : « **Préparation au départ** » (la rencontre interculturelle au Sénégal ou au Maroc, analyser une situation et résoudre des problématiques)
- Formation 3 : « **Et après... ? Dépasser le choc du retour et valoriser son expérience** » (débriefing, restitution et engagement)

OUTILS MIS A DISPOSITION

Le Partenariat dispose de nombreux ouvrages concernant la coopération et le Sénégal. Ils sont à la disposition des porteurs de projets, afin de les aider dans leurs recherches.

Le livret d'accompagnement, des porteurs de projet est utilisé pendant les temps de formation, et permet aux porteurs de projets d'avoir un document unique de suivi pendant le montage de leur projet.

Le livret se divise en 3 parties, en lien avec les formations qui rythment leur préparation :

Partie 1 : Comment monter un projet de solidarité internationale ?

Partie 2 : Préparation au départ ?

Partie 3 : Et après ? Retour de projet

Ce livret comprend des fiches, qui permettent la réflexion sur le sens de ces projets, des fiches pratiques sur le voyage, des fiches techniques sur les aspects financiers et organisationnels ... Le livret contient également une bibliographie et une sitographie qui permettent aux porteurs de projets d'avoir une base de ressources documentaires.

SIGNATURE DE CONVENTIONS

Durant l'accompagnement, la formalisation des échanges est matérialisée par plusieurs documents :

Lorsque le principe d'un accompagnement est acquis après les premiers contacts, une **convention d'accompagnement** est signée, présentant la démarche globale, les engagements respectifs et le cadre de l'accompagnement.

Le porteur de projet s'engage par là à **adhérer à la charte des porteurs de projets**, rappelant les valeurs de l'association (partenariat local, adaptation aux besoins locaux...)

Un **échange de mails** (de demande de partenariat et de courtoisie) est réalisé entre les porteurs de projets, les partenaires sur place et les autorités locales desquelles ils dépendent, afin de les informer de l'intention de projet et de leur demander leur autorisation d'intervention.

Une **convention de partenariat** est ensuite mise en place afin de définir les liens et les obligations existant entre les porteurs de projets et leurs partenaires locaux.

ACCOMPAGNEMENTS MENES EN 2015

Tableau récapitulatif	2015	2014	2013	2012	2011
Porteurs de projets rencontrés ou contactés :	8	10	28	30	27
dont projets en France	1	1	6	7	4
dont projets au Sénégal	6	9	18	20	21
dont projets au Maroc	1	-	4	3	2
Projets réalisés :	7	7	11	5	9
dont projets en France	2	-	4	1	4
dont projets au Sénégal	4	5	6	4	3
dont projets au Maroc	1	-	1	-	2
Nombre de rencontres sans suites ou de projets arrêtés :	10	5	5	10	9
dont projets en France	1	-	1	2	-
dont projets au Sénégal	9	5	2	8	9
dont projets au Maroc	-	-	2	-	-
Nombre de projets en cours de montage :	8	8	13	13	9
dont projets en France	2	4	10	8	9
dont projets au Sénégal	6	4	1	3	-
dont projets au Maroc	-	-	1	2	-
Nombre de jeunes Français partis au Sénégal	31	26	47	16	16
Nombre de jeunes Sénégalais accueillis en France	-	-	-	-	-
Nombre de jeunes Français partis au Maroc	11	-	10	-	7
Nombre de jeunes Marocains accueillis en France	-	-	-	-	-

PROJETS REALISES EN 2015

- FCP Marcq-en-Baroeul
- Centre social Lazare Garreau
- Association Baobab 4
- Esat du Malecot (Papillons Blancs)
- Impro du Roitelet de Tourcoing
- Conseil départemental des Yvelines
- Mission locale de St Omer

PROJETS ACCOMPAGNES EN 2015 (réalisation prévue en 2016)

De nombreux porteurs de projets sollicitent l'association avec au départ une idée assez vague de ce qu'ils envisagent de réaliser, sans partenaire identifié, ni actions concrètes à réaliser.

La présence de personnel de l'association au Maroc et au Sénégal permet de favoriser la mise en relation et de faciliter les échanges de ces porteurs de projets avec des associations et autres structures locales, puis de leur proposer par la suite un accompagnement dans l'élaboration du projet.

En cette fin d'année 2015, certains porteurs sont en attente de mise en relation.

D'autres projets sont actuellement en cours, les partenaires sont identifiés, mais le projet est toujours en cours de réflexion, construction...

- Association Baobab 5 (HEI)
- Service jeunesse d'Evin Malmaison (Ginno Sanna)
- Les films au Clair de Lune
- Esat du Malecot (Papillons Blancs)
- Centre social Blanc Riez
- Association Ajar
- Service jeunesse de Carvin
- Association EISI

PORTEURS DE PROJETS RENCONTRES OU CONTACTES en 2015

Il peut s'agir d'une demande d'informations sur notre structure et nos modules d'accompagnement, ou des demandes spécifiques (partenariat, don...).

- Association au-delà des barrières
- Centre de formation Bois Blanc
- Association Daar'aid
- Association Latir
- Lycée St Denis de St Omer
- Etudiants IEP Lille
- Association Echo d'en bas d'Arras
- Scouts et Guides de Lens

RENCONTRES SANS SUITE OU PROJETS ABANDONNES

Les profils sont variés pour ces porteurs de projets. Il peut s'agir de porteurs de projets que le Partenariat rencontre une seule fois sans contact par la suite, ou redirigés vers une structure d'accompagnement plus appropriée à leur projet. Parfois également, il s'agit de projets abandonnés en cours de route pour des problèmes de financement ou bien pour d'autres causes.

Quelques porteurs de projets rencontrés en 2015 par l'association ont abandonné leur projet en cours de préparation ou n'ont pas renouvelé leur contact.

- Ingénieurs sans frontières
- Etudiants licence professionnelle de Cambrai
- Adim de M'bottigny
- Etudiants master RICl
- Conseiller agricole PASA Loumakaff
- Mairie LALP de Petite-Forêt
- Mission locale de Dutemple
- Skema Lille
- Mission locale de Lille
- Association Imiks Imks

LES TEMPS DE FORMATIONS EN 2015

APP1 : Comment monter un projet de Solidarité Internationale

11 personnes ont participé à cette session de formation au montage de projet le 9 décembre 2015.

Cette formation a pour objectif d'identifier les motivations du groupe, définir les étapes de planification d'un projet, budgétiser son action, et prendre en compte le partenaire local dans un esprit de coopération et de réciprocité.

La journée de formation s'est ensuite poursuivie par la soirée de restitution des groupes partis dans l'année.

APP 2 : Préparation au Départ

30 personnes ont participé aux formations de préparation au départ, dispensées le 15 avril, 30 septembre et 13 octobre 2015 pour préparer leurs prochains départs au Sénégal.

Les formations furent l'occasion d'intégrer les bases de la culture et de l'histoire du pays, réaliser les démarches administratives nécessaires avant le départ, analyser une situation donnée afin de travailler sur les représentations et la notion d'inter-culturalité, et faire le point sur l'avancée du projet.

APP 3 : Et après... ? Dépasser le choc du retour et valoriser son expérience

5 personnes ont participé à cette formation le 4 novembre 2015

Cette formation a pour but de faire un bilan de l'expérience vécue, de préparer un retour aux bailleurs, de capitaliser son expérience, et d'aborder les pistes pour poursuivre leur engagement solidaire en région Hauts-de-France par des actions éducatives de sensibilisation ou autres.

Soirée de restitution des projets

22 participants à la soirée de restitution du mercredi 9 décembre 2015. 4 Groupes ont présenté leur projet.

L'occasion est donnée aux groupes accompagnés par le Partenariat et partis pendant l'année, de restituer leurs actions devant d'autres groupes, leurs proches et les partenaires de l'association.

Enfin, un temps convivial autour d'une auberge espagnole permet aux groupes « nouveaux » et « anciens » de partager leurs expériences, d'échanger autour de leurs projets avec d'autres jeunes ayant vécu ou qui vont vivre une expérience similaire.



REVUE DE PRESSE



LE PARTENARIAT

Organisation de Solidarité Internationale

En France :

71 rue Victor Renard
59000 Lille
Tél : +33 (0)3 20 53 76 76
Fax : +33 (0)3 20 88 22 95
contact@lepartenariat.org

Au Sénégal :

Rue Paul Holle
BP 746 Saint-Louis
Tél : +221 961 46 51
Fax : +221 961 46 52
plslouis@orange.sn

Au Maroc :

Angle Avenue Medina Mounouara et
Avenue de la Liberté
46 000 - Safi
Tél : +212 636 062 536
coordinationmaroc@lepartenariat.org

En Guinée :

BP 151 Labé
Tél : +224 624 16 14 14
coordinationguinee@lepartenariat.org

www.lepartenariat.org